

Vacher gracie, à cinquante lieues à la ronde, pas une bergère n'eût osé sortir pour aller garder son troupeau.

Aussi, la population manifestait-elle bien haut son opinion. Il ne se passait pas de nuit que des bandes n'allassent crier, sous les murs de la prison : « A mort ! A mort ! »

Et c'est avec un véritable soupir de soulagement qu'on a appris vendredi l'arrivée, à Bourg, de l'exécuteur des hautes œuvres.

Débarqué du train à quatre heures et quart du matin, M. Deibler, accompagné de son fils Anatole Deibler et de son premier aide Berger — les deux compétiteurs à sa succession — s'est mis à la recherche d'un hôtel. Tâche difficile. Autant on était heureux de sa venue, autant on tonait peu à l'hébergement. Il trouva enfin un gîte à l'hôtel de Genève, avenue de la Gare, et alla se mettre à la disposition du Parquet...

Après entente avec le procureur de la République et le maire de Bourg, l'exécuteur fit choix de l'emplacement sur le Champ de Mars, vaste esplanade triangulaire plantée d'arbres séculaires, qui se trouve en face de la caserne du 23^e de ligne.

Avisé d'assister à ce spectacle, rare à Bourg — la dernière exécution, celle de Blanc-Gonnet remonte à 1837 — la foule, malgré une pluie glaciale, s'était portée dès la soirée vers le Champ de Mars. Quand, à trois heures du matin, les cent gendarmes et le bataillon de ligne chargés du service sont arrivés, il y avait sur l'esplanade plus de deux mille personnes qu'il a fallu refouler aux abords.

Les Bressans sont placides et ont cédé la place. Mais beaucoup ont grimpé dans les branches des arbres... où ils sont restés, malgré le froid glacial qui avait succédé à la pluie, jusqu'après l'exécution, c'est-à-dire pendant plus de quatre heures !

C'est au milieu des clameurs de cette foule houleuse et bruyante que l'échafaud a été dressé sur l'allée du milieu.

A six heures, M. Deibler, après avoir, selon son habitude, essayé le fonctionnement de l'appareil, remonte dans son fourgon avec ses aides et se dirige vers la prison. La route est libre. Tout le long, les rues adjacentes sont gardées par des cordons de troupes dont la consigne est inflexible.

A six heures et quart, MM. Ducher, procureur de la République ; Rassin, substitut ; Verdalle, juge, et Morellet, greffier, pénétrèrent dans la cellule de Vacher, avec l'aumônier de la prison, M. l'abbé Sambet.

Le condamné dort profondément. M. Ducher lui touche l'épaule. Il se réveille.

— Qu'y a-t-il ?

Vacher, dit le procureur de la République, votre pourvoi a été rejeté. Soyez énergique.

— C'est bien. Faites de moi ce que vous voudrez. Je marche droit devant moi.

Il se lève, s'habille. L'aumônier s'approche et l'exhorte à se repentir de ses crimes.

— Des crimes ! dit Vacher, en haussant les épaules. Ce n'est pas moi qui en ai commis. Je suis, au contraire une victime.

— Vous ne voulez pas vous confesser ?

— Pas besoin, puisque je suis innocent ! Je souhaite à tous ceux qui m'entourent d'être aussi purs que je le suis.

Il refuse également d'entendre la messe... Puis, se ravisant :

— Si, dit-il, le Christ, qui va me recevoir tout à l'heure, dira la messe pour moi, Seulement, je ne veux pas marcher. Il faut qu'on me porte.

On s'empresse à son caprice, et deux gardiens le soutiennent sous les bras pour le conduire à la chapelle. Une fois à la porte, il réfléchit de nouveau et ne veut pas entrer.

On procède alors à la toilette. Elle ne dure pas longtemps. Vacher, qui, on le sait, portait la barbe en pointe, a demandé, il y a deux jours, à être rasé et tondus. On se borne donc à couper son col de chemise.

— Hein ! dit-il d'un ton triomphant, j'ai tout de même eu une fière idée de me faire barbifier. C'est plus convenable pour la cérémonie !

Mais, ensuite, réfléchissant :

— Ce n'est vraiment pas juste, tout ça. Mazoyer, qui est un grand coupable, on ne l'exécute pas, et moi on m'exécute, moi qui suis la victime chargée d'exécuter les crimes de notre France fin de siècle !

Les magistrats essayent de le faire sortir de ses divagations qu'ils savent, de longue date, être vaines. Il insiste :

— Quoi, quoi ? Je dis des bêtises ? C'est possible. Eh bien ! si je n'ai pas fait possible. Eh bien ! si je n'ai pas fait possible. Eh bien ! si je n'ai pas fait possible.

La toilette est finie, ainsi que la ligotage. Au moment de sortir, Vacher reprend la parole :

— Messieurs, puisque nous voilà tous réunis, je tiens à vous dire que j'ai beaucoup à me plaindre des gardiens, qui ont fait tout ce qu'ils ont pu pour m'empêcher de dormir.

Le fourgon attend à la porte de la prison, entouré d'une quinzaine de curieux. En les apercevant, Vacher s'écrit, du haut du toit personnel :

— La voilà la victime des fautes des asiles !

On le fait descendre et on le pousse dans le fourgon où on le fait asseoir entre les deux aides. L'aumônier se place en face de lui.

L'abbé Sambet essaye de lui parler, mais il l'interrompt et demande :

— Est-ce que je pourrai parler au peuple, avant de monter à l'échafaud ?

— Oui, très probablement, répond un des aides, qui ne veut pas contrarier le singulier personnage.

— Ah ! très bien ! Je suis content !

Et, comme l'aumônier lui présente le Christ, en lui demandant s'il veut l'embrasser :

— Tout à l'heure ! s'écrit Vacher. Laissez-moi donc un peu tranquille ! Je suis en train de préparer mon discours...

Sur la place, les gendarmes ont mis sabre au clair, les troupes ont porté les armes et, par un ordre que j'ai déjà vu mettre en pratique une fois, une seule fois, pour Caserio, à Lyon, on fait faire demi-tour aux soldats, qui tournent le dos à l'échafaud.

De la foule partent des rumeurs confuses, des sourdes menaces, des imprécations.

— Bandit ! Assassin ! Monstre !

Le fourgon est arrivé tout près de la guillotine. On dit à Vacher de se lever.

— Non. Je ne marcherai pas, dit-il.

— Si vous ne voulez pas marcher, on ne vous laissera pas parler.

Eh bien ! je ne parlerai pas, voilà tout. Tant pis pour la société !

Il se laisse glisser en bas de la banquette et se couche de tout son long, la face contre le parquet.

Je ne bougerai pas ! Portez-moi si vous voulez ! dit-il aux aides qui essayent de le faire relever.

A bout de ressources, on ouvre la porte du fourgon, on place l'échelle, et nous voyons descendre l'aumônier d'abord puis les deux aides qui tiennent le patient, l'un par la corde qui relie les bras, l'autre par celle des jambes. Vacher est ainsi sorti la tête en bas, les pieds en l'air !

Un cri d'étonnement part de la foule en voyant porter cette loque qui semble inerte.

Le lâche ! A mort ! A mort !

Plusieurs personnes le croient mort, ou tout au moins évanoui. Pas du tout ! Il a les yeux grands ouverts et grogne bestialement.

On rabat la bascule à vide et on le place dessus. Il ne bouge pas. M. Deibler touche à l'échelle. Le couteau s'abat. Il est juste 7 h. 10.

On jette le corps, non dans le légendaire panier, mais dans une bierre qui a été apportée à l'avance.

Cette bierre a été payée par la sœur du supplicié, Mlle Olympe Vacher, qui a demandé que l'autopsie du cadavre fût faite.

Mlle Olympe Vacher a désigné un médecin, le Parquet un autre. L'autopsie sera donc contradictoire. Plusieurs professeurs de la Faculté de Lyon sont d'ailleurs venus exprès pour y assister.

Je dois à l'obligeance de mon aimable confrère, M. Dureuil, directeur du *Progrès de l'Ain*, tous les détails de cette autopsie.

Le corps, porté en toute hâte à l'Hôtel-Dieu de Bourg, a été examiné par MM. les docteurs Madouf, Taty, chef de clinique de l'asile d'aliénés du Rhône, représentant le docteur Pierret ; Chaunier, inspecteur départemental des asiles d'aliénés du Rhône ; Rabatel, Paviot, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Lyon ; Regaut, chef des travaux pathologiques de la même Faculté ; Royer, Adam, médecin en chef de l'asile Saint-Georges de Bourg, etc.

Vacher était bien proportionné, vigoureux ; le cœur, le foie, les poumons étaient en excellent état. Le cerveau pèse 1,500 grammes à nu et 1,575 avec l'encéphale, ce qui est un poids normal. On n'y a constaté ni lésion ni adhérence d'aucune sorte. Le sujet jouissait donc parfaitement de sa raison.

La balle qu'il s'était tirée jadis, et qui était restée logée près du rocher, pouvait causer, à certains moments, des douleurs et des bourdonnements d'oreilles, mais nullement la folie.

Le cerveau a été photographié par MM. Guillon et Mongon et moulé par M. Doudeau, sous la direction scientifique du docteur Royer.

L'inhumation a eu lieu au cimetière, dans l'après-midi.

L'acte de décès a été dressé à la mairie, à dix heures, sous le n° 635. Joseph Vacher, âgé de vingt-neuf ans, y est qualifié de « célibataire, sans profession ni domicile », décédé à Bourg à sept heures du matin. Les témoins sont MM. Joseph Jean-Baptiste Morellet, greffier, et Victor-Emmanuel Gerat, commis-greffier, « ses voisins » (sic).

Je le répète en terminant, l'exécution de Vacher a soulagé, comme d'un hideux cauchemar, toute la contrée que ses sinistres exploits avaient terrifiée, et qui n'eût accepté qu'avec une véritable exaspération une commutation de peine.

Georges Grison.

QUELQUES DÉCORATIONS

Ministère des affaires étrangères

M. BOMPARD

Un nouveau commandeur. Ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, directeur des consulats et des affaires commerciales au quai d'Orsay. Officier du 16 juillet 1935. Carrière très fournie quoique M. Bompard soit encore tout jeune.

Il a quarante-quatre ans. Licencié en droit, ancien conseiller de préfecture, débuta dans la diplomatie comme secrétaire d'ambassade honoraire, attaché à la résidence française à Tunis, le 14 mai 1882 ; secrétaire général du gouvernement tunisien ; conseiller d'ambassade faisant fonction de résident général à Tananarive, chargé des fonctions de ministre résident à Monténégro, et successivement sous-directeur, puis directeur des consulats et des affaires commerciales, un des postes importants du ministère des affaires étrangères, où il a toujours été très apprécié par les divers ministres qui l'ont vu à l'œuvre.

Et il en est déjà passé quelques-uns.

M. GAVARRY

La « carrière » compte beaucoup d'hommes sympathiques, parce que c'est la première qualité d'un diplomate, d'être sympathique ; mais ce n'est pas tout, et M. Gavarry, qui vient d'être nommé ministre plénipotentiaire après dix-huit ans de carrière, est de ceux qui à l'affabilité et à la distinction personnelle, au tact et à toutes les qualités de l'homme du monde, joignent une valeur réelle.

Grand, mince, avec une fine moustache noire et de grands yeux très ouverts sur tout ce qui l'entoure, M. Gavarry est aussi apprécié dans le monde qu'au palais du quai d'Orsay.

A débuté, en 1880, comme attaché autorisé, attaché payé en 1882 ; a passé deux ans à l'étranger, comme secrétaire d'ambassade à Bucharest, de 1884 à 1886 ; n'est presque plus sorti depuis lors du cabinet des ministres qui se sont succédé au quai d'Orsay, et ont tenu à le conserver auprès d'eux. A été chef de cabinet du président du Conseil en 1895, et en dernier lieu dirigeait le service délicat de l'analyse du courrier pour le ministre.

Diplomate d'avenir.

Ministère de la Justice

M. CATUSSE

Conseiller d'Etat, ancien directeur général des contributions indirectes. Nommé grand officier de la Légion d'honneur. Un des hauts fonctionnaires les plus distingués du régime actuel. A traversé, comme préfet, les postes les plus difficiles, et y a toujours réussi. Physionomie très fine ; la barbe en pointe, poivre et sel — plutôt sel — mais beaucoup de vivacité dans le regard et dans l'allure. Un vrai Parisien, et un des rares débarqués du Tarn-et-Garonne qui n'aient pas le moindre accent.

Signe particulier : cet homme éminent, au fait de toutes les questions administratives et qui pouvait rendre de grands services dans

une assemblée, a voulu se présenter au Parlement et il a échoué. Vous reconnaissez bien là le flair habituel du corps électoral !

M. BAUDOUIN

Président du Tribunal de la Seine. Nommé commandeur. Cinquante-deux ans. Docteur en droit. A débuté dans la magistrature en 1869 à Châteaillon. Fut nommé ensuite substitut à Quimper, à Rennes ; substitut du procureur général à Limoges, avocat général à la Cour de cassation, et président du Tribunal de la Seine où il a été nommé le 24 décembre 1903.

Juriste éminent. Jouit au Palais et dans toute la magistrature d'une très grande autorité qu'il doit à sa science approfondie du droit et à sa sagesse de jugement au moins autant qu'à ses hautes fonctions qu'il occupe.

M. RUBEN DE COUDER

Conseiller à la Cour de cassation. Nommé officier. Cinquante-cinq ans. Docteur en droit. A débuté en 1879 comme juge à Melun. Président à Auxerre, juge, puis vice-président à Paris, et premier président à Aix, d'où il fut nommé à la Cour de cassation le 20 mai 1900.

Un nom bien connu dans les annales du droit. Auteur de nombreux ouvrages de jurisprudence, que l'on consulte toujours avec le plus grand profit.

M. MICHEL JAFFARD

Premier président de la Cour d'Aix, où il succéda précisément à M. Ruben de Coudé. Nommé officier. Cinquante-six ans. Ancien avocat à Nîmes. Ancien bâtonnier. Carrière rapide et brillante. A débuté, en 1880, comme avocat général à Rennes, fut nommé ensuite président à Marseille, revint à Rouen comme procureur général, et alla de là à Aix, comme premier président.

N'y restera plus bien longtemps. La Cour de cassation le guette.

M. MORAS

Procureur général à Dijon. Nommé officier. Cinquante-quatre ans. Débuta en 1870 comme procureur à Saint-Girons. Successivement procureur à Murat, à Moissac ; substitut du procureur général à Toulouse, avocat général près la même Cour, procureur général à Bastia, à Angers, à Montpellier et à Lyon.

Vit comme la poudre. Est d'ailleurs né dans la Haute-Garonne, de sorte qu'il est éloquent de naissance.

M. GENSOUL

Procureur général à Bastia. Nommé, dans le décret d'hier, chevalier de la Légion d'honneur. Quarante-neuf ans. Ancien avoué à Nîmes. A débuté dans la magistrature comme substitut du procureur général à Montpellier, avocat général à Grenoble, procureur à Alger, procureur à Toulouse et procureur général à Bastia.

Magistrat des plus distingués. Très grande autorité dans les divers postes où il a passé. Esprit net, précis. Parle fort bien et dirige admirablement son ressort. Appelé certainement à occuper les postes les plus en vue de la magistrature.

M. GRÉHENT

Conseiller à Paris. Cinquante-six ans. Nommé chevalier. A cette particularité très enviable d'avoir fait toute sa carrière à Paris. Y débuta en 1870, comme substitut ; y fut nommé juge, puis vice-président et enfin conseiller en 1891.

M. GÉOFFROY

Conseiller à Paris. Nommé chevalier. Ancien directeur du personnel au ministère de la justice, sous M. Sarrien. Nous avons déjà, à ce moment, fait connaître les titres de M. Geoffroy qui a été successivement substitut à Beaune, procureur à Charolles, à Mâcon, à Bernay, à Avallon, juge à Versailles, à Paris, où il a été nommé conseiller il y a peu de mois. A occupé ce poste avec beaucoup de distinction. Jugement très sûr, esprit très droit, caractère très élevé.

M. CORMERAY

Chevalier de la Légion d'honneur. Chef de bureau au ministère de la justice. A été longtemps attaché à la direction du personnel. S'y était créé de vives sympathies et ne comptait que des amis dans le monde parlementaire, où chacun appréciait la sûreté de ses relations et la cordialité de ses manières. Un des rares fonctionnaires qui ne soient pas un rond-de-cuir et qui ait de l'esprit et de la gaieté, tout en étant fort laborieux et très attentif à son devoir.

M. BERTIN

Conseiller à Rouen. Nommé chevalier. Cinquante-cinq ans. A débuté comme rédacteur au ministère de la justice, en 1869. Juge d'instruction à Apt, à Carpentras, à Tonneville, à Chalons ; président à Neuchâtel, vice-président au Havre, conseiller à Douai et à Rouen, où il est depuis le 20 janvier 1891.

M. PAUL BERNHARD

L'infatigable administrateur de la Banque Spéciale des Valeurs Industrielles, décoré par la grande chancellerie, en qualité d'ancien président de section au Tribunal de commerce de la Seine.

En contribuant récemment, avec M. Buisson, un autre décoré d'aujourd'hui, à la constitution de la Société d'ouvriers peintres « Le Travail », M. Paul Bernhard a pris l'initiative d'un intéressant rapprochement entre le capital et le travail, qui contient peut-être en germe la solution pacifique de la question sociale.

Tous ceux qui connaissent son activité, son intelligence des affaires et la droiture de son caractère, applaudiront sans réserve à la distinction dont il est l'objet.

XXX

LES DÉCORATIONS

du 1^{er} janvier

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Par décret rendu sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, sont promus ou nommés dans l'Ordre national de la Légion d'honneur :

A la dignité de grand-officier. — M. Catusse, conseiller d'Etat, ancien directeur général des contributions indirectes.

Commandeur. — M. Baudouin, président au Tribunal de 1^{re} instance de la Seine.

Officiers. — MM. Ruben de Coudé, conseiller à la Cour de cassation ; Michel Jaffard, premier président de la Cour d'appel d'Aix ; Moras, procureur général à Dijon.

Chevaliers. — MM. Hébert, secrétaire de la section des travaux publics au Conseil d'Etat ; Gensoul, procureur général à Bastia ; Vaudrus, avocat général à Caen ; Gréhen, conseiller à Paris ; Bysantier, conseiller à Alger ; Mongie-Carsuzan, conseiller à Bordeaux ; Berlin, conseiller à Rouen ; Engrand, président de la Chambre des avoués près le Tribunal civil de la Seine ; Lefebvre, notaire honoraire.

MM. Ramond de La Croisette, sous-chef des services des procès-verbaux au Sénat ; Geoffroy, conseiller à Paris, ancien directeur du personnel au ministère de la justice ; Cormeray, chef de bureau au ministère de la justice ; Mondos, secrétaire général de l'im-

primerie nationale ; de Gentil-Baichis, conseiller à Toulouse ; Collet, président du Tribunal de commerce de Dunkerque ; Gataclout, juge au Tribunal de commerce de la Seine ; Leconte, avocat à Paris, membre du Conseil de l'Ordre.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Par décret rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture, sont promus ou nommés dans l'Ordre national de la Légion d'honneur :

Officier. — M. Crois (Ferdinand-Gabriel), professeur à la Faculté de médecine et de pharmacie de Lyon, chevalier depuis 1871. Organisateur de champs d'expériences dans le département du Rhône, et de syndicats.

Chevaliers. — MM. Bruneton (Ferdinand-Paul), propriétaire viticole à Nîmes (Gard), 30 ans de pratique. Membre du Conseil supérieur de l'agriculture, président fondateur du Syndicat agricole du Gard.

M. Benoist (Ovide-Jules), agriculteur à Gas (Eure-et-Loir), 30 ans de pratique. Lauréat de la prime d'honneur départementale (1896).

M. Joly (Victor-Charles), vice-président honoraire de la Société nationale d'horticulture de France, à Paris. Plus de 30 ans de pratique. Membre du jury de plusieurs expositions internationales, nombreuses publications horticoles.

M. Havaud (Eloi-Onésime), propriétaire, agriculteur à Tlemcen (Algérie), 20 ans de pratique agricole, sous-directeur du syndicat de défense contre le phylloxera depuis sa création. Président du syndicat agricole et viticole depuis sa fondation. Nombreuses et hautes récompenses dans les concours.

M. Rouyer (Léon), propriétaire agriculteur à Hamman-Smekoutine (Algérie). Plus de 20 ans de pratique. Création d'une exploitation agricole de 1,800 hectares. Installation de champs d'expériences et de démonstrations.

M. Noury, inspecteur principal des affaires commerciales de la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans. 45 ans de service. Etude et application de nombreuses réformes utiles à l'agriculture.

M. Plissonnier (Simon), constructeur de machines agricoles, 30 ans de pratique. A apporté de nombreux perfectionnements à la fabrication des instruments agricoles. Lauréat de nombreux concours et expositions.

M. Olivier (Auguste-Paul-Marie), inspecteur général des Haras. 21 ans de service.

M. Macarez, chef de bureau honoraire au ministère de l'agriculture. 30 ans de service.

M. Mouillart (Pierre), professeur à l'Ecole nationale d'agriculture de Grignon, 28 ans de service. Missions à l'étranger. Nombreuses publications.

M. Wéry (Georges-Eugène), directeur des études à l'Institut national agronomique. Titres exceptionnels. Services très importants dans la direction des études à l'Institut national agronomique. Nombreuses publications.

M. Braesch (Jean), conservateur des eaux et forêts à Amiens (Somme), 40 ans de service.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Par décret rendu sur la proposition du ministre des travaux publics ont été promus ou nommés dans l'Ordre national de la Légion d'honneur :

Commandeur. — M. Orsel, inspecteur général de 1^{re} classe au corps des mines, en retraite.

Officiers. — MM. Aubé, ingénieur en chef de 1^{re} classe au corps des ponts et chaussées ; Petit, ingénieur en chef de 1^{re} classe au corps des ponts et chaussées ; Duporez, ingénieur en chef de 1^{re} classe au corps des mines.

Chevaliers. — MM. Blondet-Desbordes, chef de bureau à l'administration centrale du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. Larmet (Jules-François-Marie), vétérinaire, chef du service sanitaire du département du Doubs. 23 ans de service. Secrétaire général du grand conseil des vétérinaires de France. Président de la Société des vétérinaires de l'Est. Nombreuses publications techniques.

M. L

fixation du budget provisoire pour trois mois, en vertu du paragraphe 14 de la Constitution.

Vienne, 31 décembre. — M. Léon Bourgeois est arrivé hier soir, venant d'Athènes. Il repartira demain pour Paris par l'Express-Orient.

M. Bourgeois a rendu visite, pendant l'après-midi, au comte Goluchowski.

RUSSIE

Saint-Petersbourg, 31 décembre. — L'Empereur a reçu, à Tsarskoï-Selo, le prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne.

HONGRIE

Budapest, 31 décembre. — Le président d'âge Madarasz ayant annoncé, à la fin de la séance, la suspension des délibérations jusqu'à mardi, les chefs de diverses fractions de l'opposition se sont réunis pour discuter la responsabilité pour l'état et en ont accusé le gouvernement et la majorité.

Le baron Banffy a ensuite déclaré que, pénétré de la responsabilité qu'il assumait, il accuse les partis de l'opposition d'avoir réduit les paroles ont été couvertes par un vacarme épouvantable. Des députés de l'opposition se sont élançés pour l'empêcher de continuer. L'un d'eux a même enlevé à un sténographe le papier sur lequel il écrivait. Un libéral a arraché ce papier des mains de son collègue et l'a rendu à la table des sténographes.

Le tumulte étant à son comble, le président s'est cru obligé de lever la séance. Les bruits les plus divers circulent, et l'on va jusqu'à dire que le baron Banffy n'a pas absolument repoussé l'idée de se retirer à un moment donné, ou l'on lui accorde maintenant le budget et le compromis provisoire. En tout cas, M. Salgaly joue un rôle important dans ces combinaisons. On attribue aussi une certaine importance au voyage du ministre Felsvarty, qui était allé à Vienne et qui, aussitôt son retour, a pris part à une réunion du parti libéral.

ITALIE

LES AFFAIRES AFRICAINES

Rome, 31 décembre. — Les nouvelles d'Afrique continuent à être très contradictoires. Un journal de Naples en donnait aujourd'hui d'absolument inquiétantes. Dans les sphères officielles, néanmoins, on continue à optimiser, et on affirme que si par hasard les choses se compliquent en Erythrée, les Italiens ne seraient pas pris au dépourvu. L'imprévoyance du gouvernement, dont parlent certains journaux, n'est guère possible avec le ministère dont le président est le ministre des affaires étrangères, occupé une haute situation dans l'armée. — Félix.

TURQUIE

L'ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DU SULTAN
Constantinople, 31 décembre. — La fête de l'anniversaire de la naissance du Sultan a été célébrée aujourd'hui sans incident.

Hier, M. Zinovief, ambassadeur de Russie, a eu une entrevue avec le grand-vizir et le ministre des affaires étrangères, pour se plaindre de la mauvaise marche des affaires administratives. Aujourd'hui, M. Zinovief a été reçu en audience par le Sultan.

ÉGYPTE

LES COMPAGNONS DU COMMANDANT MARCHAND
Le Caire, 31 décembre. — On télégraphie de Lougour que les compagnons du commandant Marchand ont été très soigneusement soignés par la petite colonie française ainsi que des voyageurs de passage. Leur état est satisfaisant, sauf celui de deux qui sont très fatigués.

NOTES D'UN PARISIEN

Bonne année aux lecteurs, et surtout aux lectrices ! Voici donc encore douze mois révolus, encore une année qui passe aux profits et pertes. Il est d'usage de faire là-dessus toute une série de réflexions philosophiques, toujours les mêmes, d'ailleurs, depuis que le monde est monde. Je m'en dispenserai pour plusieurs raisons, dont la première est que le jour de l'an personne ne lit les journaux. On a bien autre chose à faire !

Et puis, à quoi sert de recommencer toujours la même antienne ? Il est entendu que chaque année qui vient sera « l'année bonne et heureuse ». On sait très bien que le souhait ne se réalise jamais complètement. Mais il n'importe ; c'est la journée des espérances et des illusions, et à ce seul titre, il faut conserver cette mode, déjà si ancienne, et en somme assez touchante. Il n'y a, du reste, aucune crainte qu'elle se perde, et le premier de l'an sera fêté tant qu'il y aura des concierges, des garçons coiffeurs, des garçons de restaurant, des domestiques et des enfants.

Il y a de la marge, comme on voit. D'autant que si l'on supprimait tout ce grand et petit monde, il resterait encore des gens pour se souhaiter « bonne et heureuse ». Cela a dû commencer entre Adam et Eve, dans le paradis terrestre, et cela se continue dans l'arche de Noé ou la tour de Babel que nous formons depuis des siècles. Allons-y donc, nous aussi, de tous nos vœux, et que chacun, libéralement, en prenne sa part. Il en sera ce qu'il en sera. Une année ne peut jamais être tout à fait heureuse, mais elle n'est jamais, non plus, tout à fait malheureuse. La sagesse consiste à savoir faire une moyenne entre ses peines et ses joies, et lorsqu'un chagrin passé vous assaillit, à le combattre par l'espoir de quelque consolation prochaine. Il y a bien des années déjà que le bon chansonnier Nadaud disait philosophiquement en l'un de ses refrains :

N'est-ce pas toute l'existence,
Espérer et se souvenir ?

REVUE DES JOURNAUX

Une nouvelle Ligue a été constituée sous le titre de « Ligue de la Patrie française ». Elle adresse au public l'appel suivant :

La Patrie française

Les soussignés,
Émus de voir se prolonger et s'aggraver la plus funeste des agitations ;
Persuadés qu'elle ne saurait durer davantage sans compromettre moralement les intérêts vitaux de la Patrie française, et notamment ceux dont le glorieux drapeau est aux mains de l'Armée nationale ;
Persuadés aussi qu'il ne leur est pas permis d'opinion de la France,
Ont résolu :
De travailler, dans les limites de leur savoir professionnel, à maintenir, en les conciliant avec le progrès des idées et des mœurs, les traditions de la Patrie française ;
De s'unir et de se grouper, en dehors de tout esprit de secte, pour agir utilement dans ce sens par la parole, par les écrits et par l'exemple ;
Et de fortifier l'esprit de solidarité qui doit relier entre elles, à travers le temps, toutes les générations d'un grand peuple.

MM. Gaston Boissier, H. de Bornier, doué de Broglie, Ferdinand Brunetière, François

Coppée, de Costa de Beauregard, d'Haussonville, M. J.-M. de Heredia, Henry Houssaye, Henri Lavedan, Ernest Lagoué, Jules Lemaitre, A. Mézières, A. de Mun, Albert Sorel, professeur à l'École des sciences politiques ; A. Theuriel, Thureau-Dangin, Albert Vandal, E.-M. de Vogüé, Rousset, d'Audiffert, Esquirol, Cherbuliez, Bourget, membres de l'Académie française ;

Emile Gebhart, G. Larroumet, de Lasteyrie, membres de l'Institut ; Crouzet, Marcel Dubois, Emile Faguet, Petit de Julleville, Puchet, professeur à l'Université de Rennes ; Frédéric Fieiss, maître des conférences à l'École normale supérieure ; Maurice Barrès ; Ch. Champigneulle ; Jules Domergue, directeur de la *Revue économique* ; Grosclaude, explorateur ; baron Hulot, secrétaire général de la Société de géographie ; Félix Jeantet, directeur de la *Revue hebdomadaire* ; M. Pulo ; Terrier, secrétaire du Comité de l'Afrique française ;

Chambry, Dausset, Henri Durand, Froidevaux, Lecomte, Lehuzeur, S. Rochelave, E. Salome, Strowski, Syveton, Vaugeois, professeurs de l'Université de Paris.

« Le texte de cet appel au public, a dit à l'un de nos confrères du *Temps*, un des membres de l'Académie française qui ont adhéré à la Ligue, a été approuvé d'abord par MM. François Coppée, Jules Lemaitre et Marcel Dubois. Je l'ai signé, après avoir demandé vingt-quatre heures de réflexion, pour les raisons que voici : ce sont celles, je suppose, qui ont déterminé mes collègues à donner aussi leur nom.

La Sorbonne avait manifesté dans les affaires en cours — avec quelque imprudence, m'a-t-il paru. L'Académie française n'avait-elle pas le devoir de rappeler ceux qui semblent s'égarer en des agitations stériles au calme et à la conciliation ?

C'est donc dans un but d'apaisement que nous avons agi. Il me semble, personnellement, qu'on a, dans cette affaire, abusé des mots de justice et de patrie. Et qu'il la justice est-elle compromise, si un Tribunal s'est trompé ? Et n'est-ce pas une des lois de l'humanité que d'être sujet à l'erreur ? En quoi la patrie serait-elle perdue nécessairement, si le bureau des renseignements a commis quelque faute ?

Nous sommes tous d'accord sur ce point : l'idée de justice est inséparable de l'idée de patrie. Mais les agitations et les manifestations tumultueuses sont aussi contraires, aussi funestes, à la justice qu'à la patrie.

Voilà pourquoi nous avons donné notre adhésion à cet appel qui a pour but de conseiller aux Français le calme, le sang-froid, le respect en nos institutions nationales.

Le *Temps* a pris également l'avis de M. Brunetière, l'un des fondateurs de la Ligue nouvelle. L'éminent académicien a répondu :

Je regrette la publication prématurée du *Soleil*. Nous ne voulons faire connaître au public la création de la Patrie française qu'après avoir réuni 200 signatures d'hommes éminents. De plus, la liste publiée des premiers adhérents est incomplète et inauthentique. C'est ainsi que le duc d'Audiffert-Pasquier, qui est absent de Paris ; M. Rousset, qui est malade ; M. Paul Bourget, qui est en villégiature à Hyères, n'ont pas pu adhérer. Mais, bien que leurs noms aient déjà figuré au bas du texte de l'appel rédigé par nous.

« A quelle pensée avons-nous obéi ?
« Plusieurs de mes amis et moi-même avions fini par être lassés, irrités, d'entendre dire que tous les hommes d'état et de talent, les intellectuels, étaient du même côté. Cela n'était pas vrai, et nous le prouvons. Il était nécessaire de montrer que l'intelligence, qui a sa part — une part très large — dans la direction des affaires de ce pays, n'avait pas pris parti dans la campagne abominable menée depuis une année contre l'armée, contre l'unité française, au salut du pays, la campagne contre l'armée à laquelle ils se sont involontairement associés.

« Voici l'idée complexe qui a présidé à la constitution de notre Ligue.
« Mais ne croyez-vous pas, objections, qu'il y a là une injustice à proclamer que les partisans de la révision du procès Dreyfus ont poursuivi la ruine de l'armée ?
« Sans doute, des distinctions s'imposent. Il est certain que MM. Lavisso, Havet et beaucoup d'autres sont incapables de concevoir et d'exécuter de pareils desseins. Mais, d'autre part, il y a des hommes qui ont été — comment dirai-je ? — le saint Jean Bouche-d'Or du parti, ont déclaré, à la tribune de la Chambre des députés, que l'armée, telle qu'elle existe, est un danger pour la République et qu'il fallait lui substituer une garde nationale.

C'est contre cette doctrine que nous nous élevons, car elle est funeste. Les socialistes et leurs alliés tendent à revenir à trente ans en arrière, reprennent pour leur compte les conceptions des Jules Simon et des Jules Favre sur la constitution d'une garde nationale. Or, dans la politique internationale, le socialisme, l'interieur, menaçait à l'extérieur, dans ce pays qui n'a plus de Roi ni d'Empereur, c'est l'armée nationale et démocratique qui est le seul lien de son unité, la seule sauvegarde contre l'ennemi.

Pour rien au monde, il ne faut affaiblir ce lien.

Votre Ligue n'est-elle pas une concurrence à la Ligue des Droits de l'homme ?
« Mais non ! La Ligue des droits de l'homme ne nous gêne pas. Nous en faisons partie moralement, car nous n'abandonons aucun de nos droits. Ce ne sont pas d'ailleurs ces droits qui sont menacés par la propagande contre laquelle s'exerce la nôtre, ce sont les bases historiques de la patrie française.

« Nous ne nous occuperons pas de l'affaire Dreyfus en elle-même, prêts à nous incliner devant l'arrêt que rendra la Chambre criminelle de la Cour de cassation. Nous ne nous occupons pas de la doctrine antisémitique et nationaliste. Nous ne sommes pas la Ligue des patriotes, nous formons une « Ligue de patriotes ». Ce qui n'empêche pas que les antisémites et les partisans de M. Déroulède soient reçus parmi nous.

« Et comment s'exercera votre action ?
« Par des conférences et des articles de journaux. La première conférence sera donnée au mois de janvier, par M. Lemaitre ou par moi, à Paris. Ces conférences ne seront pas contradictoires. La contradiction, telle qu'on la conçoit et la pratique, n'est pas un choc d'idées, mais un échange d'opinions. Nos réunions seront formées et les assistants y seront venus sur lettres ou cartes d'invitation. Ce n'est pas chose faite encore, puisque la Ligue est à l'état embryonnaire — et je déplore, je le répète, l'indiscrétion de ce matin — mais je pense que nous instituerons, à l'exemple des socialistes, une caisse pour les réunions, pour la diffusion de brochures, d'affiches, et pour la propagande en général.

Tel est le but, tels sont les moyens. Nous souhaitons la conciliation ou, mieux, la réconciliation entre les bons Français, par une

action morale, plutôt que politique, dans une communauté de sentiments favorables à l'armée, le seul principe, le seul lien de notre unité et de notre puissance.

A propos de la Ligue nouvelle, l'*Agence Havas* nous a communiqué hier la note suivante :

Un journal du matin a publié aujourd'hui la déclaration d'une Ligue nouvelle, qui se forme sous le titre de « Patrie française » ; on l'a fait suivre d'une liste de noms appartenant principalement à l'Académie française et à l'Université.

Le Comité d'initiative est étranger à cette publication. Si le texte de la déclaration est exact, la liste des adhérents n'est ni complète ni authentique.

Il se réserve de la publier dans un très bref délai.

Le Comité provisoire :

François COPPÉE, Jules LEMAITRE, Marcel DUBOIS, Louis DAUSSET, Gabriel SYVETON, Henri VAUGOIS.

* La *Saint-Jame's Gazette* a publié hier, sur le départ de France du commandant Esterhazy, des renseignements qu'il dit tenir d'une source absolument autorisée.

D'après ce journal, M. Esterhazy, dès l'issue de la première séance du Conseil d'enquête devant lequel il avait comparu, s'était résolu à la fuite. Un de ses amis lui conseilla de partir par la ligne du Nord et de gagner ainsi la frontière belge. Mais M. Esterhazy objecta qu'on pouvait le reconnaître, le suivre et l'arrêter.

Car, dit-il, bien que rayé des cadres de l'armée, je suis encore sujet à la discipline militaire pour deux ans, et je pourrais être arrêté et jugé pour désertion si je m'absentais sans la permission de mes chefs militaires. Et puis, il y a l'accusation d'escroquerie portée contre moi par mon cousin, sur laquelle je pourrais être arrêté si on pensait que je cherche à m'échapper.

L'ami, alors, suggéra à M. Esterhazy de prendre le train dans une gare où l'on ne songeait pas à l'attendre, à Chantilly, par exemple.

Il fut convenu, dit la *Saint-Jame's Gazette*, que le major Esterhazy quitterait sa maison de la rue de Douai, un après-midi, et irait rue de Maubeuge, comme pour une des promenades habituelles. Au coin de la rue de Maubeuge et de la rue de Danekerque, il monterait sur le tramway électrique qui va à Saint-Denis. A Saint-Denis, il descendrait et irait à Epinay ; il serait ainsi à même de voir si l'état suivi. D'Epinaï il retournerait à pied à Chantilly et prendrait le train pour Chantilly où son arrivée était attendue.

Un ancien officier de la marine anglaise, M. F..., avait consenti, en effet, à loger pour une nuit M. Esterhazy. M. F... n'avait qu'un voisin, clergymen anglais parlant à peine quelques mots de français et qui ne pourrait certainement décrire l'identité du commandant.

Il fut d'ailleurs convenu, en outre, que, lorsque viendrait le moment du départ, Esterhazy, qui aurait préalablement rasé sa moustache, porterait pour se déguiser un long habit et une casquette de palefrenier. Il présenterait ainsi un aspect tout à fait sportif.

Mais, ajoute la *Saint-Jame's Gazette*, Esterhazy employa un si long temps à quitter Paris, que lorsqu'il arriva à Chantilly, M. F... était parti pour l'Angleterre. Ce fut le clergymen qui reçut le commandant et qui, ne comprenant pas ce qu'il désirait, le laissa à la porte. M. Esterhazy dut aller loger à l'hôtel. Le lendemain, de bon matin, il se fit raser la moustache, puis partit sans bagages pour Maubeuge.

De là, M. Esterhazy, qui, dit le journal anglais, ressemble, sans ses moustaches, au pape Léon XIII, gagna à pied la frontière.

Une fois sur le territoire belge, il acheta un petit sac à main en papier comprimé, deux devants de chemise et trois faux-cols droits. Arrivé à Bruxelles, il s'arrêta à l'hôtel Providence, sous le nom de comte de Bécourt, un titre appartenant à sa femme. Un domestique de l'hôtel devina son identité et, pour se venger de n'avoir pas reçu de pourboire, informa la presse. Se trouvant sur le point d'être découvert, Esterhazy partit, par Ostende, pour Londres, où il arriva de bon matin, et il se fit conduire en voiture à Saint-James street. Son premier acte, en entrant dans la chambre à coucher qu'une connaissance avait mis à sa disposition, fut d'arracher le ruban de la Légion d'honneur de sa boutonnière et de le jeter dans la cheminée.

* La *Revue des Revues* nous apprend une touchante coutume du jour de l'an au Japon, où les luttes parlementaires, d'ordinaire si violentes, se laissent écartées de la place à la solennité poétique reconnue par tous. La cérémonie poétique du jour de l'an est clôturée par une cantate dont les paroles sont composées par l'Empereur, en personne, qui est l'élève de la grande poésie populaire actuelle, Mme Seisho, la dixième muse du Japon, comme Delphine Girardin l'était en France, sous Louis-Philippe. C'est elle qui préside le concours poétique ou tout le monde sans exception peut prendre part, à l'occasion du jour de l'an. Les œuvres couronnées sont lues ou chantées en présence de la famille impériale.

Ce qui augmente encore le bonheur des Japonais, c'est qu'ils mangent, en cette circonstance, du poisson cru coupé en toutes petites tranches disposées avec une symétrie artistique sur un canapé en bois blanc, lequel a pour support un prunier minuscule et deux cigognes, emblèmes du bonheur et de la longévité.

Le Liseur.

LE DÉPART DE M. DOUMER

Ainsi que nous l'avions annoncé, c'est hier matin que M. Paul Doumer, gouverneur général de l'Indo-Chine, a quitté Paris pour aller rejoindre son poste, d'où il est absent depuis tout juste deux mois.

M. Doumer a pris, à la gare de Lyon, le rapide de neuf heures vingt-cinq, et, après quelques heures passées à Lyon chez un de ses beaux-frères, il s'embarquera ce soir, à Marseille, à bord de la *Ville-de-La-Ciotat*, des Messageries maritimes, courrier de Colombo et d'Australie.

Parmi les autres passagers qui s'embarqueront sur le même navire se trouvent MM. le contre-amiral de Courcelle, ancien ministre de la marine, et le commandant de la division d'Extrême-Orient ; Delaruelle, capitaine de frégate ; Lefrançois et Ruach, lieutenants de vaisseau ; le général Borgea-Desbordes, allant au Tonkin ; Lacombe et Palant, administrateurs des colonies ; Lacroix, capitaine d'infanterie de marine ; Fortin, chef d'escadron d'artillerie.

M. Doumer, de plus, emmène avec lui, indépendamment de sa famille, une

douzaine de personnes parmi lesquelles MM. Henri Brenier, l'ancien directeur de la mission lilloise, qui est chargé de la sous-direction du commerce en Indo-Chine ; Denéchau, député de l'Aisne ; Henri Turot, publiciste, ces derniers se rendant d'ailleurs au Tonkin à titre purement privé.

Le départ de M. Doumer, à la gare de Lyon, a été le sujet d'une manifestation de cordiale sympathie. Environ deux cents personnes, sénateurs, députés, parents et amis du gouverneur général de l'Indo-Chine, se pressaient sur le quai de la gare, et il a fallu toute l'énergie des employés pour que ces adieux prolongés n'amenassent pas un retard dans le départ du train.

Parmi les personnes présentes, nous signalons MM. Guillaumin, ministre des colonies ; Le Gall, directeur du cabinet civil du Président de la République ; Siegfried, sénateur ; Gervais, Emmanuel Arène, Berteaux, Malaplane, députés ; Samary, ancien député ; Dubreuilh, percepteur à Paris, ancien secrétaire particulier de M. Doumer au ministère des finances.

Plusieurs de ces messieurs accompagnent M. Doumer jusqu'à Lyon ou jusqu'à Marseille.

M. Félix Faure, président de la République, avait chargé M. le commandant de Lagrange d'aller saluer en son nom le gouverneur général de l'Indo-Chine. Un certain nombre de dames étaient également venues prendre congé de Mme Paul Doumer, qui part avec son mari. On remarquait notamment Mme Charles Floquet, la veuve de l'ancien président de la Chambre, dont M. Doumer fut, comme on sait, le secrétaire, et sous les auspices duquel il débuta dans la vie politique.

M. Doumer, dans la bousculade du départ, n'avait guère le temps de causer avec les uns et avec les autres. Nous avons pu, cependant, échanger quelques mots avec lui.

« Eh bien ! monsieur le gouverneur général, vous voilà au bout de vos peines, car on ne peut pas dire que vous soyez beaucoup reposé durant ce séjour à Paris.

— Assurément non, nous répond en souriant M. Doumer, mais je me repose en voyage. Et puis, je suis si satisfait des résultats obtenus que, vraiment, mes fatigues ne comptent plus.

— Le fait est que le Parlement a fait tout ce que vous avez voulu. Vous allez pouvoir faire là-bas de grandes choses... — Oh ! de grandes choses, c'est beaucoup dire. Il me suffira d'en faire d'utiles, et je m'y emploierai, je vous l'assure, de mon mieux. Si vous saviez quel admirable pays que cette Indo-Chine, et quel ce qu'on peut y faire de bien, si l'on est encouragé par la métropole et soutenu par l'initiative privée ! Voilà à quoi vous devriez vous employer l'attention sur ce beau pays qui le mérite à tous égards, et soyez sûr qu'en le faisant, c'est la France même, c'est la métropole dont vous servirez les intérêts.

Nous ferons de notre mieux, monsieur le gouverneur général. Bon courage, en attendant, et bonne santé.

Oh ! le courage ne me manque pas. Quant à la santé, vous voyez que cela ne va pas trop mal !

Mais les portières se ferment. C'est l'heure du départ. Embrassades, poignées de mains, saluts. M. Doumer monte en wagon. Il fait de la main un bonjour aimable à tous les amis, le cordial salut d'un voyageur qui paraît simplement pour Asnières. Au fond de lui-même, cependant, je jurerai qu'il est un peu ému. Mais voici le coup de sifflet suprême.

— En arrière, messieurs, en arrière ! Le train part. Il est parti !

André Nède.

DEMAIN
POUR LE JOUR DE L'AN
PAR
CARAN D'ACHE

Le Journal des Valeurs industrielles

On a signalé, au commencement de cette année, la création d'un nouvel organe spécial, le *Journal des Valeurs industrielles*, qui a pour programme de diriger, utilement et consciencieusement, l'épargne française dans le choix des placements en valeurs industrielles françaises.

Depuis sa fondation, le *Journal des Valeurs industrielles* n'a donné à ses lecteurs que des indications heureuses. Quelques chiffres, d'ailleurs, suffiront à le démontrer. Les actions des sociétés suivantes, que le journal a recommandées et qui ont été émises à cent francs, sont actuellement cotées bien au-dessus de leur prix d'émission :

Chaussures « Incroyables »	220 fr.
Tavernes Poussel et Royale réunies	180 fr.
Chaussures Françaises	163 fr.
Biscuits Olibet	143 fr.
Journal « La Mode Nationale »	123 fr.
Etablissement Schroder et de Constans	130 fr.

Le *Journal des Valeurs industrielles* est certainement le meilleur guide des placements industriels.

Il est envoyé gratuitement à toute personne qui en fait la demande à son administration, 7, rue Bergère.

LES AFFAIRES EN COURS

Nous avons annoncé que M. le général Chamoïn a été désigné par M. de Freycinet pour représenter le ministère de la guerre à l'enquête faite par la Chambre criminelle de la Cour de cassation sur la demande en révision du procès Dreyfus.

Le *Temps* croit savoir que le rôle du général Chamoïn n'est pas limité à la question de la communication et de l'explication du dossier secret. Il représente le ministère de la guerre auprès de la Cour de cassation pour la totalité de l'enquête. Dès avant-hier, il s'est rendu au Palais dans ce but et s'y rendra les jours suivants.

Disons, toutefois, que le dossier secret n'a pas été examiné hier par la Cour. Le capitaine Cuguin, qui est, on le sait, affecté à la garde de ce dossier, a été prié de ne revenir à la Chambre criminelle que mardi prochain.

Toujours à propos du dossier secret, l'*Agence nationale* déclare, pour fournir un aperçu caractéristique de la façon dont la Cour suprême interprète les désirs du gouvernement, que M. Morand, jugé susceptible, depuis deux jours, d'être sujet à curiosité ou indiscret, s'est vu instamment prier par les magistrats de la Chambre criminelle de se garder avec soin contre toute éventualité de ce genre.

L'*Agence nationale* ajoute que M. Morand, respectueux des décisions de la Cour, a, en conséquence, sévèrement interdit sa porte à ses familiers, — et à tous, même à sa famille, l'accès de son cabinet de travail.

Nous avons publié la note, de source évidemment officielle, communiquée par l'*Agence Havas* au sujet de l'incident Bard-Quenay de Beaurepaire.

La *Liberté* publie, à cet égard, quelques renseignements complémentaires. Suivant notre confrère, M. Mazeau, premier président de la Cour de cassation, est venu avant-hier rendre verbalement compte au garde des sceaux des premiers résultats de son enquête.

« Nous croyons savoir, dit la *Liberté*, que M. Quénay de Beaurepaire, auquel M. Mazeau a demandé des renseignements au sujet des propos que, suivant certains journaux, il aurait entendus M. le conseiller Bard tenir au colonel Picquart, n'a pas confirmé l'exactitude de ces propos.

« Tout fait prévoir, dans ces conditions, que l'incident dont s'était ému le garde des sceaux, dès la première heure, n'aura pas de suite, et que les faits qui ont donné naissance aux bruits mis en circulation ont été absolument exagérés et dénaturés.

L'enquête de M. Mazeau n'est cependant pas encore terminée. Il doit interroger le capitaine de gendarmerie et les gendarmes sous la surveillance desquels était le lieutenant-colonel Picquart, dans l'intervalle de ses dépositions devant la Chambre criminelle.

Ce n'est qu'après ce supplément d'enquête que M. Mazeau adressera un rapport écrit au garde des sceaux, rapport que M. Lebret lira probablement à la tribune de la Chambre dans le cas où, comme il a été annoncé, des questions lui seraient posées par des députés.

Ajoutons qu'il résulterait de l'enquête que ce n'est pas dans le cabinet même de M. Quénay de Beaurepaire, mais dans celui du greffier de la Chambre criminelle, que se trouvait le lieutenant-colonel Picquart, lorsque M. le conseiller Bard est venu le trouver.

Un de nos confrères annonçait hier matin que le colonel Henry était inscrit, pour une somme relativement importante, au nombre des commanditaires de l'usine Médinger, qui a fait faillite récemment et dont la liquidation se fait par les soins de M. Pruvost, syndic, rue de l'ancienne-Comédie, 5.

Quelques-uns de nos confrères du soir se sont rendus à l'adresse indiquée, chez M. Pruvost, le liquidateur de la maison Th. Médinger, où on leur a répondu que cette information ne paraît pas être exacte. La maison Médinger était une maison anglaise, fondée avec de l'argent anglais.

G. Davenay.

AVIS DIVERS

VOTRE MAIN sera naturellement fine, lisse et distinguée si vous la soignez avec la *PATE ET LE SAVON DES PRELATS* de la *Parfumerie Exotique*, 35, rue du 4-Septembre.

CAVES DU GRAND HOTEL
PARIS 1, RUE AUBER, 1 PARIS
ETRENNES 1899

Parmi les étrennes utiles, un des succès de l'année est le « Panier assorti » des CAVES DU GRAND-HOTEL.

PANIER de :
3 bouteilles depuis... 7 fr. 50 à 22 francs
6 — — — — — 13 fr. à 45 —
Grand choix de PANIERS FANTAISIE
Livraison franco à domicile 2 fois par jour
PAIN GRILLÉ JACQUET, 22, rue Richelieu

POUR N'ÊTRE JAMAIS MALADE, lisez le *Journal de la Santé*, hebdomadaire. Abonnement 6 fr. par an, 15, rue Bonne-Nouvelle, Paris

GUÉRISON CERTAINE, soulagement immédiat des *Rhumatisme, Toux, Bronchites*, par le SIROP et la PATE PECTORALE au

BAUME DU CANADA
Le baume de Sirop, 3 francs

PHARMACIE NORMALE, 47 et 49, rue Drouot 15 et 47, rue de Provence, Paris

RENDEZ à vos cheveux, sans les mouiller, leur naturel primitif, à l'aide de la *Poudre Capillus* de la *Parf. Nison*, 31, rue du 4-Septembre. Envoyer même avec mandat de 500.

Nouvelles Diverses

DRAME CONJUGAL

Les époux Santrelle, demeurant, 28, rue Lacordaire, à Grenelle. Le mari, Georges, âgé de trente-cinq ans, est employé, comme charretier, à la Société des combustibles, 15, rue de Javel. La femme, Louise, de trois ans plus âgée, exerce la profession de tapissière. La bonne harmonie ne régnait plus dans ce ménage, depuis plusieurs mois. Louise était jalouse ; elle s'imaginait, à tort ou à raison, que son mari lui était infidèle et, à maintes reprises, des scènes assez violentes avaient eu lieu entre eux.

Si jamais, lui avait-elle déjà dit, j'apprends que tu me trompes, je me vengerai cruellement, j'en suis sûre.

Santrelle ne tint aucun compte de ces menaces et, à plusieurs reprises, dans ces derniers temps, il passa la nuit en dehors du domicile conjugal.

L'avant-dernière nuit, il ne rentra pas. Louise

sa soixante-quatrième année. Il était donc l'un des doyens du clergé de Paris, et l'un des rares curés de la capitale dont la nomination remontait à l'administration du cardinal Guibert, qui l'appela à la cure de Saint-Pierre du Gros-Cailhou en 1877.

Ordonné prêtre en 1840, l'abbé Fauvege se disposait à célébrer, cette année, ses noces d'or sacerdotales.

Le curé de Saint-Pierre du Gros-Cailhou a reçu, dès lundi dernier les derniers sacrements, des mains de M. l'abbé Goffinet, premier vicaire de la paroisse, et en présence de tout son clergé.

Le corps sera transporté aujourd'hui, à quatre heures, à l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, où il restera exposé le lendemain dans une des chapelles, transformée en chapelle ardente.

Julien de Narfon.

— Le cardinal Richard a reçu, hier soir, à l'archevêché, M. Caplier, supérieur général de Saint-Sulpice, ainsi que le directeur et les professeurs du grand séminaire, le supérieur, le directeur et les professeurs des deux petits séminaires de Notre-Dame-des-Champs et de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

Il recevra, aujourd'hui dimanche, les vœux de ses vicaires généraux, du chapitre de l'Eglise métropolitaine et des représentants des divers ordres religieux.

Enfin, la réception générale du clergé aura lieu, demain lundi, à une heure. C'est M. l'abbé Lemaître, curé de la Trinité, qui prendra la parole au nom des prêtres du diocèse.

Le cardinal Richard vient de nommer : Second vicaire de Saint-Honoré d'Eylau, M. l'abbé Clair, second vicaire de Saint-Ferdinand des Termes.

Vicaire à Saint-Vincent-de-Paul, M. l'abbé Toulouse, vicaire à Notre-Dame de Bercy.

Vicaire à Saint-Louis-d'Antin, M. l'abbé Couget, vicaire à Ivry.

Vicaire à Vincennes, M. l'abbé Lavergne, vicaire à Saint-Ouen.

D'autre part, sont nommés vicaires : à Saint-Antoine, M. l'abbé Pirat ; à Notre-Dame de la Plaisance, M. l'abbé Buret ; à Levallois-Perret, M. l'abbé Covin ; à Lilas, M. l'abbé Huchard ; à Suresnes, M. l'abbé Minette de Saint-Martin ; à Clichy, M. l'abbé Wietrich ; à Ivry, M. l'abbé Meuret, et à Courbevoie, M. l'abbé Paquier ; ces derniers, prêtres de la dernière ordination.

— Nous apprenons la mort de la Mère Sainte-Scholastique, prieure du couvent des Bénédictines de la rue Monsieur, décédée à l'issue d'une longue et douloureuse maladie, à l'âge de soixante-quatre ans.

Cette vénérable religieuse comptait quarante-neuf années de profession et dix-sept de priorté.

Les obsèques seront célébrées ce matin, à neuf heures, en la chapelle du couvent.

— Parmi les nouveaux chevaliers de la Légion d'honneur, décorés au titre des colonies, se trouve un Jésuite, le R. P. Roblet, missionnaire à Madagascar.

Le R. P. Roblet est l'auteur d'importants travaux sur la géographie de la grande île africaine, travaux récompensés récemment par l'Institut.

Mgr Mollien, évêque de Chartres, présidera, mardi, à dix heures, à Saint-Etienne-du-Mont, la cérémonie de l'ouverture de la grande neuvaime annuelle de sainte Geneviève, qui sera préchée par Mgr Rozier, protonotaire apostolique, et le R. P. Béthune, rédemptoriste.

Mgr Rozier prêchera tous les jours, à trois heures et demie, pendant la neuvaime, et le R. P. Béthune tous les jours également, à huit heures du soir.

Mercredi 11 janvier, jour de la clôture de la neuvaime, la cérémonie de l'après-midi sera présidée par le cardinal-archevêque de Paris, et celle du soir par Mgr de L'Escaille, doyen du chapitre.

— Mgr Renou, archevêque de Tours, nommé il y a plusieurs mois officier de la Légion d'honneur, a reçu, avant-hier, des mains du commandant Poncin, délégué à cet effet par le grand-chancelier, les insignes de sa nouvelle dignité.

En lui remettant ces insignes, le commandant Poncin s'est exprimé en ces termes : « Monsieur, vous avez souhaité que je vous remette la croix d'officier de la Légion d'honneur au nom de M. le Président de la République. Heureux et fier d'avoir été choisi par vous, je vous salue, Monsieur, parmi les plus vaillants et les plus dignes de cette haute distinction. Mon émotion est grande d'avoir à vous conférer ce nouveau grade, et je ne puis que vous exprimer mes chaleureuses et très respectueuses félicitations. Veuillez les agréer en mon nom et au nom de la Société des légionnaires. » — J. de N.

GAZETTE DES TRIBUNAUX

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE : le citoyen Carrette, maire de Roubaix. Jugement. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

Le Tribunal correctionnel de Lille a rendu hier son jugement dans le procès de M. Carrette, maire socialiste de Roubaix et cabaretier de son état, inculpé d'avoir molesté, après boire, un confrère liquoriste nommé Terlynck, et outragé

la police locale qui l'aidait à se tenir sur ses jambes.

M. Carrette est condamné à 5 francs d'amende pour ivresse publique, et à un mois de prison pour rébellion, avec application de la loi Bérenger.

Cette condamnation ne lui enlevant pas ses droits politiques, les électeurs de Roubaix continueront d'avoir l'honneur d'être représentés par cet amateur de chopes.

La 4^e Chambre de la Cour d'appel de Paris, présidée par M. Gillet, vient de faire une nouvelle application de la loi sur les syndicats professionnels qu'il est bon de faire connaître.

Pendant un certain temps, par une interprétation étroite de la loi de 1884, certains Tribunaux ont refusé aux citoyens exerçant des professions libérales le droit de se syndiquer.

Profitant d'une certaine obscurité des textes, ces jurisconsultes attardés prétendaient restreindre le bénéfice de la loi sur les syndicats professionnels aux métiers manuels.

Depuis, il faut le dire, les Tribunaux ont interprété la loi dans un sens plus large et plus libéral, et c'est ainsi que la 4^e Chambre de la Cour de Paris, à propos d'un procès d'ailleurs sans intérêt par lui-même, vient de décider que la Société des géomètres experts de France avait eu parfaitement le droit de se former en syndicat professionnel pour la défense des intérêts de ses membres, et que sa constitution était absolument légale.

Le droit conféré par la loi de 1884, dit l'arrêt, est accordé à toutes les professions, sans distinction entre les professions libérales et les professions manuelles. Il suffit que les membres du syndicat professionnel appartiennent à la même profession et défendent un intérêt économique, commercial, industriel ou agricole.

La Cour d'appel de Paris proclame, en outre, que tout syndicat professionnel forme une véritable personne morale, investie de la capacité civile, ayant par conséquent le droit de défendre en justice les intérêts de ses membres.

Il n'est pas inutile de rappeler au paletoit qu'il a les mêmes droits que la blouse, et il importe de ne pas laisser, dans l'avenir, le bénéfice exclusif de la loi sur les syndicats aux ouvriers, qui en ont si largement usé, et même abusé. Avis donc aux médecins, architectes, ingénieurs, comptables, etc., auxquels la loi de 1884 peut être d'un si utile secours pour le règlement de leurs honoraires, leurs publications techniques, leurs cours professionnels, leurs offres de situations, l'organisation des concours, etc., etc. Puisque, après un siècle d'expérience, nous sommes en train de combattre l'individualisme à outrance, né de la Révolution qui a supprimé les anciennes maîtrises et jurandes et placé le travailleur seul, sans défense et sans soutien, en face de l'Etat, qui tout le monde puisse saluer la renaissance des corporations.

Le 1^{er} Tribunal maritime, présidé par M. le capitaine de vaisseau Vidal, vient de juger par contumace le lieutenant de vaisseau Bersier, qui s'était enfui, il y a quatre mois, en emportant une quinzaine de mille francs appartenant à la caisse d'une compagnie de marins vétérans de la direction des mouvements du port de Toulon. L'accusation a été soutenue par M. le chef de bataillon d'infanterie de marine Corion, commissaire du gouvernement.

Le Tribunal a condamné le lieutenant de vaisseau Bersier à cinq ans de travaux forcés, déclaré qu'il cesse de faire partie de la Légion d'honneur, et ordonné l'affichage du jugement dans tous les ports de France et des colonies.

Albert Bataille.

Informations

A l'Elysée. — Le Président de la République a donné audience, hier après-midi, à M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Washington.

A partir d'aujourd'hui 1^{er} janvier 1899, les audiences ordinaires de M. le Président de la République auront lieu les lundi et mercredi matin de chaque semaine.

Rien n'est changé à la réception habituelle du mercredi pour les membres du Parlement.

S. E. le cardinal-archevêque de Paris est venu, suivant l'usage, présenter à M. le Président de la République, qui l'a reçu à trois heures, ses compliments de nouvel an.

Marine. — Sont promus dans le corps de l'artillerie de marine :

Au grade de lieutenant-colonel, M. Didot,

chef d'escadron à l'inspection des fabrications d'artillerie.

Au grade de chef d'escadron, M. Gibert, capitaine à l'état-major particulier, direction d'artillerie de Brest.

M. Candore, capitaine à l'état-major particulier, direction d'artillerie du Tonkin.

Sont promus dans le corps de l'infanterie de marine :

Au grade de chef de bataillon, M. Blondlat, capitaine au 4^e régiment.

M. Comagère, capitaine à l'état-major hors cadres, au Soudan.

Sont nommés :

Le capitaine de frégate Ridoux, au commandement du croiseur de 2^e classe le *Dassas*, dans l'escadre de la Méditerranée.

Le lieutenant de vaisseau Lainé, au commandement de la canonnière cuirassée le *Coccyz*, à Cherbourg.

Le lieutenant de vaisseau de Franço, au commandement de l'avis de 2^e classe l'*Ardent*, à Lorient.

Souscription militaire. — Le ministre de la guerre autorise l'armée à prendre, sous les réserves d'usage, d'une souscription ouverte par la Société protectrice des anciens enfants de troupe des armées de terre et de mer « Les Défenseurs de la Patrie », en vue de l'installation d'un établissement destiné à servir d'asile et de maison d'éducation aux filles des anciens militaires.

En conséquence, toute facilité devra être donnée aux militaires qui désirent participer à ladite souscription, pour effectuer individuellement, entre les mains des personnes chargées par la Société dont il s'agit de les recueillir, le versement des sommes que, de leur plein gré, ils voudront offrir.

Le Caveau. — Le Caveau (société de chansonniers fondée en 1737 par Collé, Gallet, Piron et Panard) vient de renouveler son bureau pour 1899. Ont été élus :

MM. Viel-Malare, président ; A. Saint-Germain et B. Bourdelle, vice-présidents ; G. Berton, secrétaire général ; C. Quénot, trésorier-archiviste ; A. de Feuille et J. Michant, maîtres des cérémonies.

Ils seront installés par le doyen, M. Albert Vacher, dans le premier banquet mensuel de 1899 (premier vendredi de chaque mois).

Le président d'honneur est M. Louis Pierre, qui a succédé à Gustave Nadaud dans cette honorifique fonction.

Dans les ateliers. — Le départ précipité de M. Doumer, gouverneur général de l'Indochine, aura pour effet de nous priver de son portrait au prochain Salon. Commandé par le distingué portraitiste M. Weerts, ce portrait, qui doit prendre place parmi les figures contemporaines, en 1900, a été brusquement interrompu.

On a ri et on a voté.

Autre bonne nouvelle. M. de Selves a voulu abréger, au profit de la famille Vandenberghe, les formalités d'usage. Le meilleur père de famille de Paris a touché hier le prix de 3,000 francs qui lui a été alloué par le Conseil.

Les chefs de service des hôpitaux sont invités à adresser des instructions les plus précises pour éviter le retour des dépenses excessives constituées pour les objets de pansement, tels que gaze-mousseline, coton cardé, etc., et à ne demander à la Pharmacie Centrale que les quantités strictement nécessaires à la consommation de leur établissement.

A propos du rapport de M. Ch. Vauclaire sur les recettes de l'exercice, M. Blondeau développe la proposition suivante :

Le Conseil, considérant que le régime privilégié appliqué aux brasseries parisiennes pour leur permettre de supporter la concurrence des brasseries habitant au-dehors des fortifications, les met à même de fabriquer pendant la nuit des bières non détaxées ; qu'il en résulte ainsi un préjudice sérieux pour la ville de Paris ; que cependant il apparaît que la loi de 1816 permet à l'Administration d'assurer une surveillance qui pourrait empêcher la fraude ;

Délibère : L'Administration de l'octroi est invitée à s'entendre avec l'Administration des finances afin de mettre un terme aux actes frauduleux qui paraissent ressortir de cette situation, en cherchant une combinaison propre à mettre les appareils de fabrication de la bière dans l'impossibilité de fonctionner en dehors des heures où la surveillance intérieure ne peut être exercée.

Après une longue discussion, la proposition est renvoyée à la Commission de l'octroi.

M. Paul Eschudier fait approuver l'emploi d'un crédit de cent mille francs pour la continuation des travaux du square qui doit s'étendre, sur la butte Montmartre, devant le Sacré-Cœur.

M. le Breton présente ensuite son rapport sur l'enlèvement des ordures ménagères de la Ville de Paris. Ce rapport comprend diverses propositions relatives :

Au maintien du mode actuel pour huit arrondissements ;

Aux mesures à prendre pour la collecte et le transport aux usines de traitement ;

Au broyage ;

— Au traitement par la vapeur et à la création d'une usine municipale d'incinération.

MM. Caron, Chausse, Véber, Grébaud, estiment qu'une affaire de cette importance ne peut être traitée le dernier jour d'une session.

Malgré l'insistance de M. le Breton, l'ajournement est prononcé par 53 voix contre 17 sur 69 votants.

— Finalement, après l'obtention de 2,000 francs par M. Brard, pour l'ouverture immédiate d'une orchestre, la discussion du budget est close.

M. Grébaud, rapporteur général de celui-ci, présente la balance :

— Le budget de 1899 s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 338,675,669 francs, avec une réserve de 4,303,625 fr. 85 c.

Au nom des membres de la droite, moins M. Deville, M. R. Lambelin lit une déclaration par laquelle ils déclinent toute responsabilité.

L'équilibre du budget n'est qu'apparent, les recettes ayant été majorées dans ce but.

M. Grébaud, rapporteur général, proteste énergiquement :

L'œuvre du Conseil se défend elle-même. Le budget a été présenté par l'Administration avec un manque de 6 millions de recettes ; malgré l'impérieuse nécessité, plus de 3 millions d'économies ont été réalisées.

La balance du budget est adoptée. Alors, après l'adoption de propositions apportées par MM. Landrin et Billaud, le président Navarre prononce un discours dont chaque période est applaudie :

— Bientôt le Conseil se séparera. J'ai le devoir de le féliciter de la part qu'il a prise dans la solution pacifique qui a terminée la grave question des travaux de l'Exposition et du Métropolitain. N'oublions jamais que cette grave question a été résolue par l'union de tous les membres du Conseil dans un sentiment d'humanité et de justice. Si les pouvoirs publics donnaient satisfaction aux revendications du Conseil, en ce qui concerne l'insertion des conditions de travail dans les cahiers des charges, ces conflits seraient définitivement évités.

Quant à la question des octrois, le Conseil n'a pas eu le temps de la discuter, et, malgré le retard apporté à la discussion du budget par la faute du Parlement, le Conseil a pu voter, en séance sans interruption, un budget en équilibre sincère.

Nous devons donc nos remerciements au rapporteur général et aux divers services qui ont collaboré à l'élaboration du budget.

On répond à ce discours par plusieurs salves d'applaudissements.

Enfin, le président Navarre lève la séance au cri de : « Vive la République ! » Et le président de la séance close.

L'année municipale va s'ouvrir par l'élection des députés sénatoriaux.

Henri Hamois

Figaro à la Bourse

Samedi 31 décembre.

Cette dernière séance de la semaine, du mois et de l'année est encore une très bonne petite séance. Le char de la liquidation circule doucement sur une route tranquille, et n'est secoué par aucun cahot. L'argent n'est ni rare ni plus abondant qu'hier ; et on n'est d'accord pour croire que, lundi, il y a eu un coup de vent.

La semaine a été calme, et dans des conditions identiques à celles auxquelles il s'offre depuis trois jours déjà.

C'est tout à fait gentil de sa part ; et cela suffit pour maintenir la Bourse en bonnes dispositions, en sorte qu'on a pu se livrer sans aucun trouble aux affaires inséparables de la fin du mois. J'ajoute qu'on n'a pas eu à se plaindre des marchés étrangers. Londres est ferme, en attendant qu'il soit fermé — ce qui lui arrivera pas plus tard que lundi.

Le cours de compensation du 3 0/0 a été fixé à 104 35 ; c'est une avance d'un peu moins d'un centime sur le cours du 31 décembre. Il était de 104 15, ce cours, mais il y a eu un coupon. De novembre à décembre, l'Amortissable a passé de 101 francs à 100 50, et le 3 1/2 0/0 de 104 25 à 104 20.

Le 3 0/0 finit l'année à 101 82 après 101 75, cours du début ; le début a été à 101 70, presque partout. Le 3 1/2 0/0 est à 104 47, nos rentes perdent donc 5 et 40 centimes sur hier. Au comptant, les moins-values sont respectivement de 15 et de 5 centimes.

L'Extérieure espagnole gagne 10 centimes à 46 85, après 46 55. Un peu d'avance sur les zones étrangères. Le 5 0/0, 482 et 492 ; et beaucoup d'animation sur le marché du Nord de l'Espagne, actions et obligations ; celles de la 5^e série surtout sont demandées. Qu'est-ce qui se passe donc ? L'Italien progresse de 15 centimes à 95 07. Le Portugais à 24 20 et le 3 0/0 russe 1891 à 94 80 perdent une vingtaine de centimes. Le 3 0/0 1896 est ferme à 95. Grand calme, mais grande fermeté aussi, sur le Turc C, 27 47, après 27 30 et le D à 23 87. La Banque ottomane reste à 549. Les valeurs brésiliennes voient leurs cours pousser comme des champignons ; le 4 0/0 à 56 70 et le 5 0/0 à 66 ont monté d'environ un point et quart. Cela, sur une nouvelle que le Congrès aurait donné des pouvoirs illimités au Président pour la vente de l'armement des chemins de fer. Le 4 0/0 argentin poursuit aussi son mouvement ascensionnel, et gagne 50 centimes à 63 50.

Quand il y a une variation sur les établissements de crédit, elle est uniformément d'un franc. Sur les chemins de fer, c'est un peu plus gros, mais la *Gas*, à 1,365, et la *Suez*, à 3,585, ont perdu 7 francs. La *Thom-*

son-Houston est calme à 1,391, ainsi que l'*OmniBus* à 1,320, les *Voitures* à 680, la *Five-Lille* à 500. Légers mouvements de reprise sur la *Rakmanovska* à 720, les *Tramways de Tours* à 107 50, les *Chargeurs réunis* à 1,208. La *De Beers* est un peu lourde à 680. Le triomphateur de la journée est le *Rio*, en nouveau gain de 11 fr. à 815 fr. Les *Mines d'or* sont presque sans changement.

Le Boursier.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères. — On sait qu'il existe, en Angleterre et en Belgique, une représentation permanente des porteurs de valeurs étrangères. Pénètre de la nécessité d'une organisation analogue pour la France, le ministre des finances, au moment où il s'occupait de la réorganisation du marché financier, avait demandé à la Chambre syndicale des agents de change de Paris de prendre l'engagement de concourir à cette fondation indispensable.

L'organisation existe aujourd'hui. C'est l'Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères, qui, grâce à la Chambre syndicale et à de nombreux et puissants concours, vient de se fonder. L'Assemblée de fondation a eu lieu au siège social, 5, rue Gailion. Elle a approuvé les statuts, nommé son bureau et désigné pour président M. Périer, premier président honoraire de la Cour d'appel de Paris.

Les porteurs de valeurs étrangères sauront dorénavant à qui s'adresser.

La balance du budget est adoptée. Alors, après l'adoption de propositions apportées par MM. Landrin et Billaud, le président Navarre prononce un discours dont chaque période est applaudie :

— Bientôt le Conseil se séparera. J'ai le devoir de le féliciter de la part qu'il a prise dans la solution pacifique qui a terminée la grave question des travaux de l'Exposition et du Métropolitain. N'oublions jamais que cette grave question a été résolue par l'union de tous les membres du Conseil dans un sentiment d'humanité et de justice. Si les pouvoirs publics donnaient satisfaction aux revendications du Conseil, en ce qui concerne l'insertion des conditions de travail dans les cahiers des charges, ces conflits seraient définitivement évités.

Quant à la question des octrois, le Conseil n'a pas eu le temps de la discuter, et, malgré le retard apporté à la discussion du budget par la faute du Parlement, le Conseil a pu voter, en séance sans interruption, un budget en équilibre sincère.

Nous devons donc nos remerciements au rapporteur général et aux divers services qui ont collaboré à l'élaboration du budget.

On répond à ce discours par plusieurs salves d'applaudissements.

Enfin, le président Navarre lève la séance au cri de : « Vive la République ! » Et le président de la séance close.

L'année municipale va s'ouvrir par l'élection des députés sénatoriaux.

Henri Hamois

Figaro à la Bourse

Samedi 31 décembre.

Cette dernière séance de la semaine, du mois et de l'année est encore une très bonne petite séance. Le char de la liquidation circule doucement sur une route tranquille, et n'est secoué par aucun cahot. L'argent n'est ni rare ni plus abondant qu'hier ; et on n'est d'accord pour croire que, lundi, il y a eu un coup de vent.

La semaine a été calme, et dans des conditions identiques à celles auxquelles il s'offre depuis trois jours déjà.

C'est tout à fait gentil de sa part ; et cela suffit pour maintenir la Bourse en bonnes dispositions, en sorte qu'on a pu se livrer sans aucun trouble aux affaires inséparables de la fin du mois. J'ajoute qu'on n'a pas eu à se plaindre des marchés étrangers. Londres est ferme, en attendant qu'il soit fermé — ce qui lui arrivera pas plus tard que lundi.

Le cours de compensation du 3 0/0 a été fixé à 104 35 ; c'est une avance d'un peu moins d'un centime sur le cours du 31 décembre. Il était de 104 15, ce cours, mais il y a eu un coupon. De novembre à décembre, l'Amortissable a passé de 101 francs à 100 50, et le 3 1/2 0/0 de 104 25 à 104 20.

Le 3 0/0 finit l'année à 101 82 après 101 75, cours du début ; le début a été à 101 70, presque partout. Le 3 1/2 0/0 est à 104 47, nos rentes perdent donc 5 et 40 centimes sur hier. Au comptant, les moins-values sont respectivement de 15 et de 5 centimes.

L'Extérieure espagnole gagne 10 centimes à 46 85, après 46 55. Un peu d'avance sur les zones étrangères. Le 5 0/0, 482 et 492 ; et beaucoup d'animation sur le marché du Nord de l'Espagne, actions et obligations ; celles de la 5^e série surtout sont demandées. Qu'est-ce qui se passe donc ? L'Italien progresse de 15 centimes à 95 07. Le Portugais à 24 20 et le 3 0/0 russe 1891 à 94 80 perdent une vingtaine de centimes. Le 3 0/0 1896 est ferme à 95. Grand calme, mais grande fermeté aussi, sur le Turc C, 27 47, après 27 30 et le D à 23 87. La Banque ottomane reste à 549. Les valeurs brésiliennes voient leurs cours pousser comme des champignons ; le 4 0/0 à 56 70 et le 5 0/0 à 66 ont monté d'environ un point et quart. Cela, sur une nouvelle que le Congrès aurait donné des pouvoirs illimités au Président pour la vente de l'armement des chemins de fer. Le 4 0/0 argentin poursuit aussi son mouvement ascensionnel, et gagne 50 centimes à 63 50.

Quand il y a une variation sur les établissements de crédit, elle est uniformément d'un franc. Sur les chemins de fer, c'est un peu plus gros, mais la *Gas*, à 1,365, et la *Suez*, à 3,585, ont perdu 7 francs. La *Thom-*

son-Houston est calme à 1,391, ainsi que l'*OmniBus* à 1,320, les *Voitures* à 680, la *Five-Lille* à 500. Légers mouvements de reprise sur la *Rakmanovska* à 720, les *Tramways de Tours* à 107 50, les *Chargeurs réunis* à 1,208. La *De Beers* est un peu lourde à 680. Le triomphateur de la journée est le *Rio*, en nouveau gain de 11 fr. à 815 fr. Les *Mines d'or* sont presque sans changement.

Le Boursier.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères. — On sait qu'il existe, en Angleterre et en Belgique, une représentation permanente des porteurs de valeurs étrangères. Pénètre de la nécessité d'une organisation analogue pour la France, le ministre des finances, au moment où il s'occupait de la réorganisation du marché financier, avait demandé à la Chambre syndicale des agents de change de Paris de prendre l'engagement de concourir à cette fondation indispensable.

L'organisation existe aujourd'hui. C'est l'Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères, qui, grâce à la Chambre syndicale et à de nombreux et puissants concours, vient de se fonder. L'Assemblée de fondation a eu lieu au siège social, 5, rue Gailion. Elle a approuvé les statuts, nommé son bureau et désigné pour président M. Périer, premier président honoraire de la Cour d'appel de Paris.

Les porteurs de valeurs étrangères sauront dorénavant à qui s'adresser.

La balance du budget est adoptée. Alors, après l'adoption de propositions apportées par MM. Landrin et Billaud, le président Navarre prononce un discours dont chaque période est applaudie :

— Bientôt le Conseil se séparera. J'ai le devoir de le féliciter de la part qu'il a prise dans la solution pacifique qui a terminée la grave question des travaux de l'Exposition et du Métropolitain. N'oublions jamais que cette grave question a été résolue par l'union de tous les membres du Conseil dans un sentiment d'humanité et de justice. Si les pouvoirs publics donnaient satisfaction aux revendications du Conseil, en ce qui concerne l'insertion des conditions de travail dans les cahiers des charges, ces conflits seraient définitivement évités.

Quant à la question des octrois, le Conseil n'a pas eu le temps de la discuter, et, malgré le retard apporté à la discussion du budget par la faute du Parlement, le Conseil a pu voter, en séance sans interruption, un budget en équilibre sincère.

Nous devons donc nos remerciements au rapporteur général et aux divers services qui ont collaboré à l'élaboration du budget.

On répond à ce discours par plusieurs salves d'applaudissements.

Enfin, le président Navarre lève la séance au cri de : « Vive la République ! » Et le président de la séance close.

L'année municipale va s'ouvrir par l'élection des députés sénatoriaux

artistique, de la Comédie-Française. La collection en serait importante et curieuse.

Le rapport lu hier par M. Jules Claretie était très documenté et le tableau des sociétés et du nombre des parts en exercice de 1850 à 1888 a fait grande impression sur l'assemblée.

Jamais le nombre des sociétés n'a été aussi élevé, jamais le nombre des parts distribuées n'a été aussi gros. Le nombre des sociétés n'est pas illimité, comme on se le figure, et tout sociétaire ayant droit à une pension, il faut prudemment calculer, pour l'avenir, quelle serait l'obligation des futures de la Comédie. Nous croyons savoir que M. Claretie s'est occupé avant-hier de cette question spéciale avec M. Donon, président de la Chambre des notaires et notaire de la Comédie.

L'élection de sociétaires nouveaux n'est donc pas du tout annuelle, comme on le croit. Il faut des retraites de sociétaires en exercice pour que ces élections puissent être faites.

La part de Mlle Rothenberg, démissionnaire, était distribuée dès 1897. La pauvre Mlle Ludwig n'a laissé que quelques douzièmes disponibles. Toutes ces questions de comptabilité, qui sont familières aux seuls associés, intéressent d'ailleurs le public.

La partie du rapport où M. Claretie rappelle le souvenir de l'«*opéra de la maison*», et de Paul Veyret, «*lauréat du Conservatoire et comédien plein d'espoir*», a été particulièrement applaudie. M. de Féraldy les avait déjà regrettés dans un avertissement rendu définitif de l'année.

Le chiffre du partage, fixé par l'administrateur et adopté par le Comité, a fait plaisir. Malgré les mois d'été, où la chaleur fut déplorable pour les théâtres et les grosses dépenses faites pour les pièces à grand spectacle, les succès de *Catherine* et de *Struensee*, le répertoire, les ressources artistiques du théâtre et les économies faites les années précédentes ont permis d'arriver à un dividende excellent.

Il n'a rien été pris sur la réserve, comme on avait bien voulu l'annoncer. Tout au contraire, cette réserve s'est accrue du vingtième des bénéfices, soit 16,000 francs versés à la caisse des pensions. L'administration a prévu en outre et versera 10,000 francs à une réserve, la réserve pour la réparation décennale de la salle.

Nous sommes loin de l'assemblée générale de la fin de 1870 ou, pour toutes ressources, la caisse sociale avait 8,000 francs pour ces réparations, plus le cautionnement des caisses de secours, et où chaque sociétaire versait 25 francs de sa poche pour donner les éternelles au personnel. A ce moment-là, M. Got et Mme Madeleine Brohan donnaient leur démission et presque tous parlaient de la suivre.

Ces souvenirs, évoqués par M. Claretie, ont vivement intéressé. Ils pourront être d'actualité encore le 19 janvier prochain, lorsque l'on inaugurera la statue de l'acteur Sévère, tué à l'ennemi, et donnée par la sœur de l'artiste à la Comédie-Française. Cette œuvre est due au sculpteur Fagel.

Longtemps, M. Edouard Detaille voulait peindre pour le foyer le trait de Sévère en garde national. Sévère n'aura pas son portrait, il aura sa statuette.

Au Gymnase : *Mademoiselle Morassot* arrive juste à point pour les fêtes du jour de l'an, car la comédie en quatre actes de M. Louis Legrand est de celles qu'on peut voir en famille. C'est pourquoi le Gymnase annonce, indépendamment de la matinée d'aujourd'hui, une matinée pour demain lundi.

Le théâtre des Bouffes donnera jeudi prochain une matinée de *Véronique*.

De Nice : Le grand-duc Michel, accompagné de la comtesse Torby sa femme, est venu, ce soir, au Casino municipal, dans la loge de M. Bardon, préfet des Alpes-Maritimes, assister à la représentation donnée avec Sarah Bernhardt. On jouait la *Dame aux camélias*. Leurs Altesses ont souvent donné le signal des applaudissements. Notre grande artiste a obtenu un véritable triomphe. Après le second acte, son Altesse s'est rendue dans la loge de Mme Sarah Bernhardt pour la féliciter et lui exprimer son plaisir d'assister à cette belle soirée.

De Bucarest : «*Mme de Nuovina* retrouve ici les grands succès qu'elle a obtenus à Paris l'hiver dernier.

Après avoir triomphé dans *Carmen*, la grande cantatrice vient d'obtenir une ovation monstre dans *Lohengrin*, et ce soir, pour clôturer l'année, dans la *Nacarrasse*.

Jules Huret.

SPECTACLES & CONCERTS

La semaine à la Bodinière : Mardi, à 3 heures, «*les Mystères de la Chirochomé* », démonstrations scientifiques par Mme Genia Lioubou sur les lignes de la main de Mmes Réjane, Gyp, M. Sardou, J. Claretie, Paul Meurice, Coquelin, P. Berton, P. Petit, causerie par M. Jean-Bernard, projections de la maison Molteni. — A 4 h. 1/2, matinée pour les familles : représentation de *Enfin seuls !* fantaisie-revue en un acte, de MM. Maurice Froyet et Jean Mongerolles, avec Mlle Sidley et M. Garbagni.

Mardi, à 3 heures, matinée pour les familles : représentation de *Paris-Smart*, fantaisie-revue en vers libres de M. Victor Meusy, musique arrangée par M. Ad. Ray, jouée par Mlle Lise Berty et M. Fernand Depas. — A 4 h. 1/2 : «*les Portraits vivants de femmes célèbres* » ; tableaux animés et récités par Mlle Jean Valoir ; causerie par M. Jean-Bernard.

Jeudi, à 3 heures : conférence de M. Jules Gaillard, «*l'œuvre du colonel de Rochas* » ; l'extériorisation de la sensibilité et de la motricité. — A 4 h. 1/2 : «*les expériences de M. Nioff, le liseur de pensée, «*Suggestion mentale et Télégraphie humaine* ».*

Vendredi, à 3 heures : conférence de M. Jean-Bernard sur «*les Classiques de la chanson* » ; audition par Mme Marguerite Réjane et M. Mayol. — A 4 h. 1/2 : cinquième représentation de *Paris-Smart*, fantaisie-revue en vers libres, de M. Victor Meusy, musique arrangée par M. Ad. Ray, jouée par Mlle Lise Berty et M. Fernand Depas.

Samedi, à 3 heures : conférence de M. Jules Gaillard, «*l'œuvre du colonel de Rochas* » ; l'extériorisation de la sensibilité et de la motricité. — A 4 h. 1/2 : «*les expériences de M. Nioff, le liseur de pensée, «*Suggestion mentale et Télégraphie humaine* ».*

Dimanche, à 4 heures, matinée pour les familles : le Théâtre de la Nature, la *Création du monde*, spectacle en trois parties : les Astres, la Naissance de la terre, le Nouveau Monde ; causerie intéressante par M. Achille Segard.

La semaine aux Mathurins : Mercredi, à 4 h. 1/2 : le *Jardin secret de la chanson*, audition de Mlle Marguerite Ugaldé ; causerie de M. Maurice Lefèvre.

Jeudi, à 3 heures : l'*Hippogriffe enchanté*, conte fantastique ; à 4 h. 1/2, le *Jardin secret de la chanson*, Mlle Marguerite Ugaldé et M. Maurice Lefèvre.

Vendredi, à 4 h. 1/2, les *Petites Machin*, pièce en un acte, de M. Michel Carré, jouée par Mlle Marguerite Deval, MM. Turridé et Gnyon fils.

Samedi, à 3 heures, l'*Hippogriffe enchanté*, conte fantastique ; à 4 h. 1/2, le *Jardin secret de la chanson*, Mlle Marguerite Ugaldé et M. Maurice Lefèvre.

sidérable. Ce soir, deuxième séance ; au programme :

1^{er} Pietro II contre Loustalot du Havre ;

2^o Laurent de Beaucaire Intera pour la prime contre Vervet de Cahors ;

3^o Constant le Boucher, contre Eugène de Paris.

S'il est un spectacle où l'on puisse contempler pendant ces jours de fête jeunes gens et fillettes, c'est bien celui du Cinématographe de MM. Lumière. Il n'en est pas de plus amusant et de plus instructif à la fois. On peut même ajouter qu'il n'en est pas de plus artistique depuis qu'aux merveilleuses projections animées on a ajouté la photographie des couleurs, cette application nouvelle qui permet d'obtenir des prodiges nouveaux.

Ces tableaux admirables attirent une foule énorme aux salons indiens du boulevard des Capucines.

A. Mercklein.

JOUETS ET BIBELOTS DU JOUR

Il y a jouets et jouets ; le jouet à l'usage des enfants sages, le vrai jouet, celui qui va de la poupée aux mécanismes compliqués, aux toilettes ébouriffantes, jusqu'aux animaux en bois — la ménagerie classique — jusqu'aux soldats de plomb, jusqu'aux lions et aux chiens, avec peaux collées sur carton, avec colerettes invraisemblables, avec jambes décapées dans de vieux morceaux de drap — tout un train de derrière qui enverraient certainement les levrettes sans pitié.

Et puis le jouet pour les grandes personnes, pour les collectionneurs, ces enfants éternels qu'amuse un rien ; le jouet d'actualité, le jouet politique.

Il y a le jouet en boutique, celui des bazars et des grands magasins — l'aris-tocratique — et le jouet ambulant, sans domicile fixe, pour ainsi dire, exposé, vendu, crié — hurle parfois juste — par le camelot, ce roi du trottoir. Ache-tiez, achetez la grande nouveauté : les bureaux sont ouverts de la Madeleine au faubourg Montmartre ! annonçait hier, en son pittoresque boniment, un de ces vendeurs ambulants dont l'ingéniosité est sans égale. Et comme la neige commençait à cingler les passants de ses flocons drus, subitement on l'entendit s'écrier : «*On ferme, on ferme !* pressez-vous ; c'est une marchandise délicate qui craint le froid, la neige et l'humidité ! »

Pauvre camelot ! Déjà la neige commençait à décoller ses cartons.

Ce qui triomphe, dans le jouet sérieux, du petit au grand, ce qui triomphe véritablement, c'est la mécanique, qui nous a donné le *jouet scientifique* ; non plus sévère et prétentieux comme autrefois, alors que l'appareil électrique, la boîte de photographie, l'imprimerie minuscule en faisaient, seuls, les frais, — mais amusant, pittoresque, varié, depuis qu'on a fait chanter les oiseaux, courir les chats, les lézards, les rats ; depuis que

les lapins se redressent sur leurs pattes de derrière pour éviter... d'être refaits.

Après les animaux, ce furent les machines, locomotive, locomobile, vélo-pède, automobile et toute la série des automobiles.

L'automobile et l'automate, les vrais rois du jour ! L'automobile allant du jouet de prix au petit morceau de fer blanc, — qui n'a pas son coupé pour dix centimes ! — l'automobile aux roues garnies de véritables pneus et l'automobile qui ne déraile jamais.

Tous les progrès, toutes les inventions nouvelles de l'automobilisme sont là, étalés dans les petites boutiques, des deux côtés du boulevard. Le jouet a voulu être à la hauteur des progrès réalisés ; il promène une petite dame en voiturette, tout comme au Bois ; il fait circuler des tandems, des triocycles avec une élégante Parisienne en culotte — à la dernière mode.

Les automates pullulent. Que dirait Droz, Jacques Droz, s'il revenait parmi nous ! On avait les clowns, le singe et le chien se disputant, le chat courrant après une souris, l'imprévisible, les bœufs traînant une voiture de foire. Voici, cette année, l'automate gandin en habit rouge, qui, tout en fumant, lit son journal et le commente par une succession de mouvements de tête et d'expressions de visage ; voici le petit cirque de bottes, rouge comme un décorateur anglais, en casquette londonienne — et pourtant il est français de fabrication — qui, la brosse à la main, s'acharne à faire reluire une chaussure vernie. Voici encore des Loie Fuller — nouveau modèle — et même le député-cabriolet — pour faire suite aux cabriolets clownesques.

Le petit cirque (automate)

Il y a l'automate qu'on remonte et l'automate qu'on fait marcher : tels les grimaciers, les grimaciers qui, par un simple jeu des yeux et de la bouche, donnent des physionomies animées d'une façon amusante.

La vie, le mouvement ! n'est-ce pas la véritable recherche, la véritable préoccupation du jour ! Que les objets soient en métal, en carton, en peau, il s'agit de

les faire se mouvoir : il s'agit de les faire passer par mille expressions diverses. Ici, bras et jambes s'agitent ; là, physionomie se transforme ; — ailleurs, sur une surface plane, le visage d'un simple feuillet de papier, paysages, bateaux, machines, fontaines s'animent.



Les grimaces parisiennes

Figure en peau se pressant entre les doigts et changeant ainsi d'expression



Les grimaces parisiennes

Pantographe, vitroglobe, automotographe, motographe ; — tout est en graphie et tout bouge.

Une des plus curieuses inventions de l'année est, très certainement, l'album d'images animées dit *Motographe*, qui au moyen d'une feuille transparente placée sur une gravure coloriée et lentement agitée de haut en bas, par dessus la dite gravure, met en mouvement des locomotives, des moulins, des roues, des papillons, des volcans, des aquariums et donne la représentation de tableaux animés : la mer au clair de lune, le remouleur de ciseaux, le tourbillon de neige — sujet d'actualité — le moulin à mortier.

Très amusant et très simple tout à la fois, car ce transparent est uniquement une feuille gélatineuse rayée, et c'est par le mouvement de la dite feuille et des dites rayures qu'on obtient ces scènes animées.

Quoi qu'il ressorte de la librairie plutôt du jouet, cet album est véritablement la nouveauté du jour.

On prendra, du reste, le jouet d'actualité, le jouet allusif, si ce n'est dans le

nez de Cyrano s'allongeant à volonté, car si nous avons «*la voix de la Duse* » ou «*le rôle de Dreyfus* » ce n'est que l'antique *voix d'or salabernardesque*.

Pompeusement, on nous avait annoncé que le jouet favori aurait trait à l'*Afrique*. Déjà on parlait — que dis-je ! — devant leur fabrication, déjà certains annotateurs dont les notes se redigent en chambre — annonçaient comme «*question* » pour 1899 un militaire poursuivant un juge qui fuyait devant lui, comme en 1896, le toréador fuyait devant le taureau. Et cela devait s'appeler : *Gare la cas-sation* ! Il y avait également le bourgeois scoté en deux par deux personnages représentant l'un, Clemenceau, l'autre Rochefort.

Le corps électoral se compose de 600 à 700 blancs, de 400 multicolores ou gens du pays et d'environ 8,000 noirs. La majeure partie des électeurs noirs ne comprennent ni ne parlent la langue française. Ils exercent leurs droits de citoyen sans se rendre compte de ce qu'ils font ; les opérations électorales les laissent indifférents et ils ne songeraient jamais à réclamer leur inscription sur ces listes si d'autres habitants de la colonie, plus diligents et plus intéressés qu'ils à exercer leur action sur les élections, les guidaient ou ne les suppléaient même dans toutes les phases de leur vie de citoyen.

Les électeurs sont conduits aux urnes par le chef du village qui les fait voter en bandes. En réalité, le chef seul vote, et il est sans exemple que les habitants d'un village ne suivent pas ses ordres. Un chef vaut tant de voix, dit-on : 100 voix, 200 voix, autant de voix que d'habitants. On vote à bulletin ouvert, afin que toute surprise soit impossible.

Aux Indes, la mesure est comble : soixante à quatre-vingt mille électeurs sont inscrits et presque personne ne vote ! Le compte rendu de la Chambre du 14 juillet 1898 (validation de l'élection de l'Inde) est très édifiant. Les candidats n'ont pas besoin de faire campagne, ni de se faire connaître, ni même d'entreprendre le voyage. De mystérieux intermédiaires se chargent de tout. Les représentants de l'Inde au Parlement sont-ils bien sûrs d'être réels ? N'est-on pas tenté de les prendre pour des personnages des Mille et une Nuits, servis par d'invisibles génies, élus dans un rêve ? Les fonctionnaires eux-mêmes ne voient rien, n'entendent rien, ne savent rien, et après l'élection n'ont que des actions de grâces à formuler. «*La consultation électorale a été sérieuse et sincère* », déclare le gouverneur en constatant que l'heureux élu a réuni 31,776 suffrages, tandis que son prédécesseur, tombé subitement en disgrâce, n'a même pas obtenu dix voix !

Chose inouïe ! — écrit à son tour le procureur général au vainqueur du scrutin, lequel

vient l'objet. Cela s'appelle *Politique fin de siècle* ! et fait dérouler, comme en un kaléidoscope, tous les souverains d'Europe chacun avec ses préférences, ses craintes et — comment dire ? — ses choses dont il se fiche. C'est ainsi que Félix Faure y est qualifié : «*Aime la fraternité, craint l'égalité et se fiche de la liberté* », alors que Victoria — la vieille dame ! — «*Aime les poupées, craint la goutte et se fiche de la misère* ».

Français ou allemands, tous ces jouets, toutes ces actualités fraternelles ; et puis la lutte entre Paris et Nuremberg est toujours à l'ordre du jour, disons — ceci a bien son intérêt — que nombre de jouets venant d'Allemagne sont fabriqués à Nuremberg ou à Furlh, par des maisons françaises. Quiconque est au courant du jouet n'aurait pas de peine à citer des noms. La revanche !

«*La grande nouveauté ! Tout ce qu'il y a de drôle ! Tout ce qu'il y a d'amusant !* » Qu'il vente, qu'il pleuve ou qu'il neige, le camelot continue à crier.

Souhaitons-lui beau temps et bonne recette.

John Grand-Carteret.

A TRAVERS LES REVUES

CONTRE

LA REPRÉSENTATION COLONIALE

C'est le titre d'une intéressante étude que publie aujourd'hui, dans la *Revue de Paris*, M. d'Estournelles de Constant, député. L'auteur n'a pas de peine à démontrer l'illuso-rité et le peu même quelconques, de l'intervention de représentants coloniaux dans la gestion des affaires métropolitaines d'un pays ; et il nous fournit surtout d'édifiants détails sur la façon dont ces élections coloniales se confectionnent. La sévérité de M. d'Estournelles, il est vrai, ne s'exerce pas également contre toutes nos colonies ; et quelques-unes — les plus anciennes, les mieux assimilées — trouvent grâce devant lui. Il reconnaît, par exemple, en citant les Antilles, «*qu'il ne serait pas possible d'enlever à ces populations pénétrées de sang français un droit dont elles sont fières, et qui de succès avec génération ont exercé* ». Mais il s'en tient là (laissant de côté l'Algérie «*qui demande une étude à part* »), et écrit :

«*Commencons par supprimer, comme n'ayant aucune raison d'être, la représentation des Indes, du Sénégal, de la Cochinchine. On objectera que nos établissements de l'Inde pourraient trouver glorieusement devant le Parlement, en raison d'innombrables souvenirs de notre histoire, Sans doute ; mais, si cette exception était admise, le Sénégal serait forcé à réclamer le même privilège, et, après lui, la Cochinchine. Le Sénégal, lui aussi, a son histoire glorieuse. Ses populations, non moins que celles de l'Inde, sont fidèles et dévouées ; il n'est pas d'année où les troupes sénégalaises ne se signalent par des traits admirables d'héroïsme. Les tirailleurs d'Afrique ou d'Asie nous tiennent lieu de cette armée coloniale depuis dix années à l'étude ; mais c'est par des distinctions militaires et non par un bulletin de vote que nous les récompensons.*

Au lieu de nous égarer dans de fausses considérations sentimentales, voyons ce que sont les élections aux Indes, au Sénégal, en Cochinchine.

En Cochinchine, le nombre des électeurs inscrits s'est étrangement élevé depuis cinq ans, grâce aux afflux, peut-être, de la Réunion et de l'Inde : il est passé de 1,638 à 2,410. Ces électeurs se composent de fonctionnaires, de colons et de métis ou Indiens naturalisés. Les votants ne dépassent guère d'ordinaire le chiffre de 1,000 (1,275 en 1898, 956 seulement en 1893), et, sur ces 1,000, il y a près de 500 voix indigènes. L'élection appartient en réalité à l'agent électoral qui dispose de ces voix. En supposant que les colons renonceraient tous à voter, le résultat serait le même : le député actuel de la Cochinchine, par une heureuse fortune bien choisie, est l'élu de 936 voix ; en 1893, il n'en avait que 800 et il eût pu en avoir moitié moins : le rapport concluant à sa validation constate que la majorité requise pour être élu était de 404 voix, alors qu'elle doit être supérieure à 10,000 dans beaucoup d'arrondissements français. Que peut être la situation du député, de nos colons et de toute notre administration aux prises avec un agent électoral tout-puissant ? On l'imagine sans peine.

Au Sénégal, on a perfectionné le système de la Cochinchine ; on est arrivé à inscrire sur des listes de fantaisie jusqu'à 9,224 électeurs. Dans la discussion récente à laquelle l'élection du Sénégal a donné lieu, le 9 juillet 1898, le rapporteur, qui concluait à la validation, s'exprimait ainsi :

«*Le corps électoral se compose de 600 à 700 blancs, de 400 multicolores ou gens du pays et d'environ 8,000 noirs. La majeure partie des électeurs noirs ne comprennent ni ne parlent la langue française. Ils exercent leurs droits de citoyen sans se rendre compte de ce qu'ils font ; les opérations électorales les laissent indifférents et ils ne songeraient jamais à réclamer leur inscription sur ces listes si d'autres habitants de la colonie, plus diligents et plus intéressés qu'ils à exercer leur action sur les élections, les guidaient ou ne les suppléaient même dans toutes les phases de leur vie de citoyen.*

Les électeurs sont conduits aux urnes par le chef du village qui les fait voter en bandes. En réalité, le chef seul vote, et il est sans exemple que les habitants d'un village ne suivent pas ses ordres. Un chef vaut tant de voix, dit-on : 100 voix, 200 voix, autant de voix que d'habitants. On vote à bulletin ouvert, afin que toute surprise soit impossible.

Aux Indes, la mesure est comble : soixante à quatre-vingt mille électeurs sont inscrits et presque personne ne vote ! Le compte rendu de la Chambre du 14 juillet 1898 (validation de l'élection de l'Inde) est très édifiant. Les candidats n'ont pas besoin de faire campagne, ni de se faire connaître, ni même d'entreprendre le voyage. De mystérieux intermédiaires se chargent de tout. Les représentants de l'Inde au Parlement sont-ils bien sûrs d'être réels ? N'est-on pas tenté de les prendre pour des personnages des Mille et une Nuits, servis par d'invisibles génies, élus dans un rêve ? Les fonctionnaires eux-mêmes ne voient rien, n'entendent rien, ne savent rien, et après l'élection n'ont que des actions de grâces à formuler. «*La consultation électorale a été sérieuse et sincère* », déclare le gouverneur en constatant que l'heureux élu a réuni 31,776 suffrages, tandis que son prédécesseur, tombé subitement en disgrâce, n'a même pas obtenu dix voix !

Chose inouïe ! — écrit à son tour le procureur général au vainqueur du scrutin, lequel

viens l'objet. Cela s'appelle *Politique fin de siècle* ! et fait dérouler, comme en un kaléidoscope, tous les souverains d'Europe chacun avec ses préférences, ses craintes et — comment dire ? — ses choses dont il se fiche. C'est ainsi que Félix Faure y est qualifié : «*Aime la fraternité, craint l'égalité et se fiche de la liberté* », alors que Victoria — la vieille dame ! — «*Aime les poupées, craint la goutte et se fiche de la misère* ».

Français ou allemands, tous ces jouets, toutes ces actualités fraternelles ; et puis la lutte entre Paris et Nuremberg est toujours à l'ordre du jour, disons — ceci a bien son intérêt — que nombre de jouets venant d'Allemagne sont fabriqués à Nuremberg ou à Furlh, par des maisons françaises. Quiconque est au courant du jouet n'aurait pas de peine à citer des noms. La revanche !

«*La grande nouveauté ! Tout ce qu'il y a de drôle ! Tout ce qu'il y a d'amusant !* » Qu'il vente, qu'il pleuve ou qu'il neige, le camelot continue à crier.

Souhaitons-lui beau temps et bonne recette.

Chose inouïe ! — écrit à son tour le procureur général au vainqueur du scrutin, lequel

viens l'objet. Cela s'appelle *Politique fin de siècle* ! et fait dérouler, comme en un kaléidoscope, tous les souverains d'Europe chacun avec ses préférences, ses craintes et — comment dire ? — ses choses dont il se fiche. C'est ainsi que Félix Faure y est qualifié : «*Aime la fraternité, craint l'égalité et se fiche de la liberté* », alors que Victoria — la vieille dame ! — «*Aime les poupées, craint la goutte et se fiche de la misère* ».

Français ou allemands, tous ces jouets, toutes ces actualités fraternelles ; et puis la lutte entre Paris et Nuremberg est toujours à l'ordre du jour, disons — ceci a bien son intérêt — que nombre de jouets venant d'Allemagne sont fabriqués à Nuremberg ou à Furlh, par des maisons françaises. Quiconque est au courant du jouet n'aurait pas de peine à citer des noms. La revanche !

à la ces témoignages à la tribune, — chose inouïe ! votre élection s'est faite dans le calme le plus parfait. Le résultat est dû aux mesures prises par le gouverneur qui, tout en observant la plus complète neutralité, a su montrer son énergie et sa clairvoyance. Je me suis efforcé de le seconder de mon mieux.

Telles sont les félicitations des fonctionnaires à l'Élu. Quant au corps électoral, «*les élections aux Indes ne dépendent pas du tout de la volonté des électeurs* », déclare ouvertement le rapporteur à la tribune : — sur 60,000 électeurs régulièrement ou irrégulièrement inscrits, il y en a plus de 55,000 qui n'ont pas la qualité de citoyen français ; leurs bulletins de vote ne leur appartiennent pas ; ils dépendent de trois ou quatre agents électoraux. S'il restait au moins, sur 60,000 électeurs, 5,000 électeurs français, ce chiffre serait respectable ; mais là encore nous sommes mystifiés : on relève sur les listes électorales 500 Européens au total. Voici, d'ailleurs, d'après le rapporteur, la constitution du collège électoral indien :

4^o Electeurs purement indigènes, non français, non soumis à nos lois, ne parlant pas notre langue, ne connaissant rien de nos mœurs. 72,838

2^o Electeurs indigènes distincts des premiers en ce sens seulement qu'ils acceptent les règles de notre Code civil. 3,194

3^o Electeurs français ou européens et fils d'Européens. 569

TOTAL. 76,591

A quelques exceptions près, ces 76,000 électeurs ne votent pas ; les organisateurs de l'élection votent pour eux. Il a été prouvé que le résultat était connu d'avance ; les urnes sont parfois remplies par les agents électoraux la veille du scrutin. Rarement un électeur s'avise de déranter des opérations si bien préparées ; il risquerait la prison ou la bastonnade. Un observateur a fait une fois le compte de ces électeurs indiscrets. Posté près de la Mairie, il put les voir entrer un à un ; à la fin de la journée on trouvait dans l'urne plusieurs milliers de bulletins ; il était entré neuf votants !

M. d'Estournelles ajoute :

«*La suppression de quelques représentants coloniaux ne constitue pas le seul remède au mal, mais elle nous permettrait d'entreprendre librement les innovations nécessaires dans chacune de nos possessions. Déjà des efforts très intéressants se poursuivent à Madagascar, au Tonkin, et surtout nous avons sous les yeux l'exemple de la Tunisie. Est-ce par hasard que cette colonie révolutionnaire a un budget en équilibre, tout en payant nos magistrats, nos fonctionnaires, ses ses deniers ? qu'elle a pu faire très vite, très bien et sur ses seules ressources, de magnifiques travaux, notamment les ports de Tunis et de Bizerte, tandis que les améliorations du port de Dakar sont vainement réclamées par notre commerce et notre marine ; qu'elle a mis en vigueur sur son territoire des lois foncières et obtenu des résultats que nous ne pourrions obtenir en France, considérant avec envie ? — La Tunisie n'a pas eu de députés avant d'avoir des électeurs.*

Si cet exemple ne suffit pas, consultons l'étranger. Deux systèmes sont en présence : celui des pays du Nord, la Hollande et l'Angleterre ; celui des pays du Midi, l'Espagne et le Portugal. L'Espagne et le Portugal sont les seuls pays qui ont, avec nous, des représentants coloniaux et pratiquent le régime de l'assimilation. Et quelles sont les colonies prospères ? Celles de l'Angleterre ou celles de l'Espagne ?

D'Estournelles de Constant.

La Vie Sportive

LE TURF

COURSES A NICE

COTE DES PARIS

Prix de Monte-Carlo

6/1 Tredin	16/1 Le Lout
8/1 Yveron	20/1 Saint Vrain
10/1 Pimpant	20/1 Le Dandy
10/1 Vigoureux	20/1 Pen de Brut
10/1 Undolf	20/1 Tron de l'Air
10/1 Valaureux	25/1 Ma Chère
12/1 Théodora	25/1 Prymra
12/1 Brahma	25/1 Craig Les
12/1 Amandier	25/1 Quetthou
12/1 Derby	25/1 Servante
12/1 Newcastlle	25/1 Mirliton II
16/1 Mondovi	25/1 Lutin III
16/1 Rameur	25/1 Lutin III
16/1 Valois	

Grand Prix de Monaco

8/1 Fénélon	25/1 Rectitude
10/1 Valois	25/1 Gamine II
10/1 Santander	25/1 Vigoureux
10/1 Fragoleto	25/1 Seflon
10/1 Belfort	25/1 Agar
12/1 Savoyard	25/1 Gardania
12/1 Baladin II	25/1 Febo
12/1 Le Louis	25/1 Maré
10/1 Quilon	25/1 Trencin
16/1 Colombo II	25/1 Alvarez
16/1 La Belle Ferronn	25/1 Menil Jean
16/1 Quartan	25/1 Gécité II
16/1 Cluny II	25/1 Fleur de Fraise
16/1 Quetthou	33/1 Energie
16/1 Edouard III	33/1 Lutin III
20/1 Fio	33/1 Coquelin
20/1 Princess Signal	33/1 Beaufort
20/1 Caboulot	33/1 Rouen
20/1 Le Dandy	

Robert Milton.

